

Les banlieues de la colère



Vincent Lesage



Hervé Merliac

Après l'assassinat de Djemel à Sartrouville, les «vigiles» officiels en action. A droite, la colère et la douleur devant la mairie.

Comme chaque dimanche matin, le marché Héloïse, à Argenteuil, draine nombre des habitants «immigrés» de la banlieue Nord, ouvrière, de Paris. On peut apercevoir, au-delà de la Seine qui coule à proximité, les silhouettes des entreprises de la zone industrielle dans lesquelles, bien souvent, ils constituent une partie de la force de travail. Les discussions vont bon train autour des distributeurs de tracts, en français et en arabe, de la Ligue trotskyste (qui appelle à un meeting sur les Palestiniens et le Moyen-Orient) et des vendeurs du *Bolchévik*. «*Bas les pattes devant l'Irak! Impérialistes hors du Golfe! A bas le "nouvel ordre mondial" des Bush, Major et Mitterrand!*» - ils sont nombreux à manifester leur accord avec nos mots d'ordre en première page. Et ils l'expriment notamment en signant la pétition

**Mobilisations ouvrières/«immigrées»
contre la terreur
et la ségrégation racistes!**

soutenant notre camarade britannique Alastair Green, inculpé à Londres pour avoir appelé à la défaite des impérialistes dans le Golfe et à la défense de l'Irak (voir page 2).

L'Irak, écrasé sous les bombes, a été contraint d'accepter le cessez-le-feu. Le PCF, soulagé, a pu reprendre son habituelle politique de soutien («critique»!)

à Mitterrand. Mais il a beau chercher à faire oublier cette monstrueuse guerre que son impérialisme a menée contre le peuple irakien, dans cette banlieue comme dans toutes les autres banlieues «immigrées» on n'est pas prêt d'oublier. Et on n'a rien oublié. «*Mitterrand, c'est comme avant - au moment du colonialisme*», lâche un jeune travailleur d'ori-

gine maghrébine. Parmi ces jeunes, les plus politisés ont souvent un père ou un grand-père qui militait dans le FLN, et ils savent que Mitterrand qui lâche ses flics contre eux et qui vient de participer au massacre du peuple irakien est aussi couvert du sang des Algériens. Il est toujours au service du même capitalisme, et ici on connaît bien, dans sa chair, ce système : pillages, oppression, massacres.

Dans les conversations, c'est toujours le même sentiment qui revient, inextinguible mélange de défaite mais aussi de rage. Pour plusieurs, il s'agit aussi de se préparer aux combats à venir. Une femme d'origine algérienne, qui vient d'acheter le *Bolchévik*, répond à son amie qui s'étonne de la voir acheter un journal : «*Plus que jamais, c'est le moment d'essayer de faire quelque chose.*»

Suite page 4

Les ouvriers allemands contre les ravages de la réunification

L'Allemagne orientale est en ébullition. Ces derniers jours, il y a eu un changement spectaculaire de l'état d'esprit des travailleurs.

Il y a un mois, 100 000 ouvriers manifestaient dans plusieurs villes de l'ex-RDA (Allemagne de l'Est) contre le chômage massif. Depuis lors, tous les lundis, il y a eu des manifestations chaque semaine plus importantes à

Leipzig, de 10 000 personnes au début à plus de 80 000 le 25 mars. Mais au lieu des drapeaux noir-rouge-or qui, il y a douze à quinze mois dominaient les manifestations nationalistes-allemandes du lundi, aujourd'hui les drapeaux nationaux sont pratiquement absents (à l'exception d'un occasionnel emblème de la RDA) et sont remplacés par les drapeaux rouges des syndicats de métallurgistes et de fonctionnaires. Les premières occupations ont commencé dans des usines de puces électroniques dans les environs d'Erfurt.

L'ivresse provoquée par les promesses d'une prospérité avec le «*deutschemark* tout de suite», (l'élément moteur des élections en RDA l'an passé, qui a abouti à la victoire de la contre-révolution capitaliste) s'est nettement dissipée. L'Allemagne de l'Est connaît un réveil douloureux.

L'opinion s'est d'abord retournée contre le chancelier fédéral chrétien-démocrate (CDU) Helmut Kohl, dont la cote de popularité s'est soudainement effondrée à l'Est. Les gens rappellent avec colère ses promesses électorales :

avec la réunification, «*personne ne verra sa situation empirer*». Alors qu'on annonce des licenciements en masse, la Treuhandanstalt (Agence d'administration des biens), responsable de la vente ou de la fermeture des ex-entreprises d'Etat, est devenue une cible privilégiée de la haine. Il y a un an, il y avait moins de 50 000 chômeurs ; aujourd'hui, il y en a déjà bien plus de trois millions (quand on inclut ceux en «*horaire réduit*» sans travail, ceux en «*pré-retraite*» forcée et les fonctionnaires sur «*listes d'attente*»

Suite page 11

M2651 - 110 - 5.00 F



A bas la chasse aux sorcières contre Boudarel ! p. 3

Les nôtres

Marc Orenstein

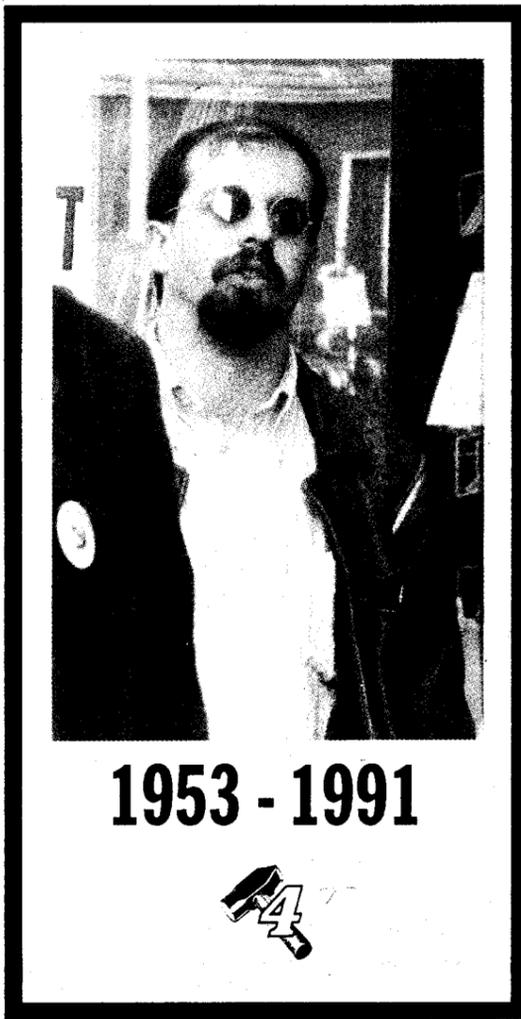
Notre camarade Marc Orenstein a décidé de mettre fin à ses jours le 3 mars dernier, à l'âge de 38 ans. Le 23 mars, la LTF a organisé une réunion pour que ses camarades et amis puissent lui rendre un dernier hommage. Sa sœur, ainsi que de nombreux camarades d'autres sections qui l'avaient connu, ont adressé à la LTF des messages de soutien et de condoléances.

Marc a été un des premiers sympathisants en France de la TSI et de sa section française, créée en 1975. Il était alors étudiant en médecine à Strasbourg. Vouloir rejoindre à cette époque cette petite organisation témoigne de la compréhension et de la confiance que Marc avait dans la force de notre programme. Marc a rejoint notre organisation en septembre 1979, quand il a pu venir à Paris pour y finir ses études.

Marc est resté parmi nous jusqu'en juillet 1981. Pendant cette période malheureusement trop courte, les camarades qui ont travaillé avec lui se souviennent de son humour grinçant, de sa culture, de son intelligence aiguë et toujours en éveil qui soulevait en permanence de nombreux débats ; ils se souviennent aussi de sa parfaite maîtrise de plusieurs langues étrangères, l'anglais, l'allemand, l'espagnol. Marc était également un fin mélomane et violoncelliste lui-même, mais si modeste et si secret que jamais un de ses camarades n'a pu entendre une seule de ses interprétations. En tant que tel, il se situait dans la tradition des brillants intellectuels juifs qui ont fourni, ainsi que les ouvriers juifs, des cadres éminents des organisations révolutionnaires en France et dans le monde.

Dans notre internationale, les échanges étroits avec nos camarades des autres sections sont cruciaux pour forger un vrai parti mondial de la révolution. Marc y a apporté sa contribution en travaillant en tant que traducteur pointilleux et exigeant sur de nombreux articles de *Workers Vanguard*, le journal de notre section américaine, pour notre journal *le Bolchévik*, et en étant un infatigable traducteur lors des réunions internationales de notre tendance. En particulier dans la première conférence internationale de notre tendance en 1979 à Londres, où pour la première fois a été élu un comité exécutif international, sur la base de documents et de positions politiques. Marc n'était pas encore membre, mais invité. Il a cependant accepté d'assumer la tâche ardue, épuisante, de traduire toute la conférence et de permettre à toute une série de nouveaux camarades francophones d'en suivre les débats politiques.

Marc était aussi un médecin très compétent qui, jusqu'à sa fin, a mis ses connaissances scientifiques et médicales au service du parti. Comme disaient nos camarades américains dans leur message pour rendre hommage à Marc une dernière fois : « Nous avons surtout collaboré avec Marc sur les questions



médicales. Il a toujours fait de son mieux pour aider à assurer des soins compétents et attentifs à nos camarades de n'importe quel pays. Nous pensons qu'il était un bon et intelligent professionnel de la médecine - et il y en a si peu ! » Sa disparition laisse un vide que nous ne pouvons pas encore mesurer. Il nous avait si souvent aidés avec patience à faire face à des coups que la nature nous inflige mais que ni la conscience, l'intelligence, et la volonté ne suffisent à vaincre. Ne supportant pas la misère, sa générosité l'avait aussi conduit à accepter des missions médicales dans des pays ravagés par le sous-développement, produit du pillage impérialiste, comme Sri-Lanka et la Guadeloupe.

Marc a décidé de quitter l'organisation en juillet 1981, sans aucun désaccord politique, mais dans une de ces crises de désespoir sur lui-même qu'il n'a jamais pu surmonter, et c'est avec une infinie tristesse que nous avons lu dans sa lettre d'adieux

« Mon incapacité à devenir un bon communiste demeure l'échec majeur de mon existence. Rien à voir avec mes déboires actuels, mais je l'ai toujours ressenti avec amertume et douleur. »

Pourtant, après son départ, il est resté un ami fidèle du parti jusqu'à sa mort, par des contributions financières généreuses, dont une des dernières était accompagnée de ces mots : « Comment ne pas porter la main à sa poche quand on apprend qu'une section polonaise est créée. » Il continua à mettre ses talents linguistiques au service du parti, à envoyer des commentaires aigus et fraternels sur les articles des journaux de la LCI, qu'il lisait avec beaucoup de soin. Dans certaines circonstances, il a tenu à être à nos côtés pour mener des actions importantes, comme notre campagne électorale de 1988 à Rouen, où nous avons présenté notre camarade Gilles Cazin contre Fabius. Tout récemment encore, il avait passé plusieurs jours en Allemagne pour aider les camarades du SpAD dans leur combat pour offrir une alternative révolutionnaire au milieu de l'écroulement du régime stalinien d'Allemagne de l'Est en hiver 1989.

La haine de l'injustice et de la misère a conduit Marc à devenir un communiste, un trotskyste, et jusqu'à la fin il n'a jamais renié cet engagement. Ses adieux finissaient par : « Vive la IV^e Internationale, bordel ! » En ce sens, il n'y avait aucun pessimisme historique chez lui. Et pourtant, il a décidé d'abandonner le combat. Il n'est pas étrange que dans ses derniers instants il se soit souvenu d'une réflexion qu'un camarade de la LTF lui avait faite un jour, qu'il était un Juif alsacien opprimé. Au moment où la barbarie capitaliste vomit à nouveau l'antisémitisme et le racisme, la réflexion de ses derniers instants est le témoignage de la sensibilité à vif à l'oppression qui torturait notre camarade.

Même si chaque homme a le droit de choisir sa mort et qu'on peut décider d'en finir pour de multiples raisons, en tant que communistes nous ressentons, en même temps qu'une infinie tristesse, un sentiment d'amertume et de frustration devant ces actes de désespoir qui tournent le dos à toutes nos conceptions. Pourtant, les adieux de Marc sont aussi dignes et attachants qu'il l'était lui-même et nous ne pouvons que pleurer ce camarade qui n'avait plus simplement la force psychologique et morale d'affronter le lendemain.

Dans ces tragédies que constitue la perte d'un ami et d'un compagnon de combat, les communistes doivent puiser une détermination renouvelée à se battre jusqu'au bout pour la victoire sur l'oppression, l'exploitation, le racisme et la misère. Adieu camarade ! Nous continuerons à mener le combat que tu n'as pas mené aussi bien que tu l'aurais souhaité, sous le drapeau du léninisme et du trotskysme !

En défense d'Alastair Green

La campagne pour défendre Alastair Green, militant de la Spartacist League/Britain, a reçu un soutien important, en particulier des organisations de gauche, de syndicalistes, de groupes noirs, turcs et kurdes. Le camarade Green avait été interpellé le 2 février lors d'une manifestation antiguerre à Londres (cf. *le Bolchévik* n° 109, mars). La police avait alors menacé d'arrêter les manifestants qui scanderaient des mots d'ordre ou porteraient des pancartes avec des mots d'ordre en défense de l'Irak contre les impérialistes.

En Grande-Bretagne, pendant la guerre, les expulsions, les internements et les « auditions » jugées à l'avance ont été le lot des Irakiens et d'autres ressortissants arabes. Des dizaines d'Irakiens, de Palestiniens et d'autres Arabes sont toujours sous la menace d'une expulsion - au moins 80 d'entre eux ont déjà été

expulsés pour le seul crime d'être arabes. Amnesty International vient d'inclure la Grande-Bretagne, aux côtés de la Turquie, d'Israël et de l'Égypte dans la liste des pays « coupables d'arrestations arbitraires depuis le début de la guerre » (*Independent*, 21 février).

Le 20 février, des manifestants qui participaient, à l'appel du groupe Black People Against the War in the Gulf, à un rassemblement de protestation contre ces arrestations, internements et expulsions racistes ont été eux-mêmes victimes de la volonté du gouvernement de faire taire ceux qui veulent défendre les droits démocratiques. Onze d'entre eux ont été pris au hasard, arrêtés, et inculpés en vertu du Public Order Act et du Metro-

politan Police Act, une loi draconienne datant... de 1839. Nous protestons contre ces arrestations et exigeons que toutes les inculpations soient levées immédiatement.

De nombreuses personnalités, syndicalistes et organisations ont déjà soutenu l'appel : « Levée des inculpations ! Non à la censure et à la répression de la gauche ! » Parmi eux, l'universitaire Raymond Challinor, le journaliste Robert Pac, l'écrivain Gilles Perrault, les députés Ken Livingstone et Bob Parry, le secrétaire de fédération adjoint et le président de fédération du syndicat des cheminots NURMT (en leur nom personnel), la section locale de la CGT CEGELEC du Havre, le professeur Georges Labica, les Jeunesses communistes révolutionnaires,

le Kurdistan Communist Movement, Workers Power, ainsi qu'un nombre important d'autres organisations de gauche.

Le Comité de défense sociale (CDDS) a engagé une campagne d'information et une campagne financière pour soutenir le camarade spartaciste Alastair Green. Parce qu'il refusait d'être bâillonné, on s'est attaqué à lui explicitement sur la base des positions politiques de la Spartacist League sur la guerre du Golfe - pour la défaite de l'impérialisme et pour la défense de l'Irak. Vous pouvez envoyer votre contribution financière à l'adresse suivante : Comité de défense sociale, BP 202, 75822 Paris Cedex 17. Chèques à l'ordre du CDDS, en mentionnant au dos « Campagne de défense d'Alastair Green ». Virements au CDDS, compte CCP 1 429 25 J - Paris.

A bas la chasse aux sorcières contre Boudarel !

Dès la fin de la sale guerre néo-coloniale du Golfe, tout ce que ce pays compte d'apologistes du colonialisme s'est mobilisé dans une campagne haineuse contre Georges Boudarel, enseignant à l'université parisienne de Jussieu. En 1950, jeune militant communiste, professeur dans un lycée de Saïgon, il avait rejoint les maquisards du Vietminh pour libérer leur pays du joug colonial français - un acte de solidarité internationaliste que nous saluons. Et aujourd'hui, il continue d'affirmer n'avoir « aucun regret d'avoir pris un engagement radical aux côtés du peuple vietnamien et, en règle générale, des colonisés » (*L'Express*, 21 mars).

Contre le « traître communiste Boudarel », la réaction reprend ses sinistres méthodes de calomnie, de dénonciation et d'appels au meurtre inaugurées il y a un siècle contre le « traître juif Dreyfus » et appliquées à grande échelle dans les années 30. Et sous Pétain ces appels au meurtre connaîtront leur réalisation: torture, exécutions, déportations. S'engouffrant dans la campagne, les torchons fascistes *Minute* et *Aspects de la France* se déchaînent contre le « traître et tortionnaire » et le « bourreau Vietminh », tandis que le gaulliste Vivien éructe qu'« il faudrait le fusiller tout de suite si on pouvait le faire ».

Et maintenant les fascistes (qui, dans ce pays, ont toujours prospéré sur le fumier colonial) passent aux actes. Lundi 18 mars, un commando de plusieurs dizaines de fascistes de l'Action française, armés de battes de base-ball et de manches de pioche, a attaqué l'université de Jussieu, brûlé en effigie Boudarel. Mercredi 27 mars, les gros bataillons du Front national se sont joints à leurs congénères de l'Action française: près d'un millier de fascistes ont tenté de marcher sur Jussieu aux cris de « Boudarel assassin » et « Jussieu sera le Dien Bien Phu des traîtres ».

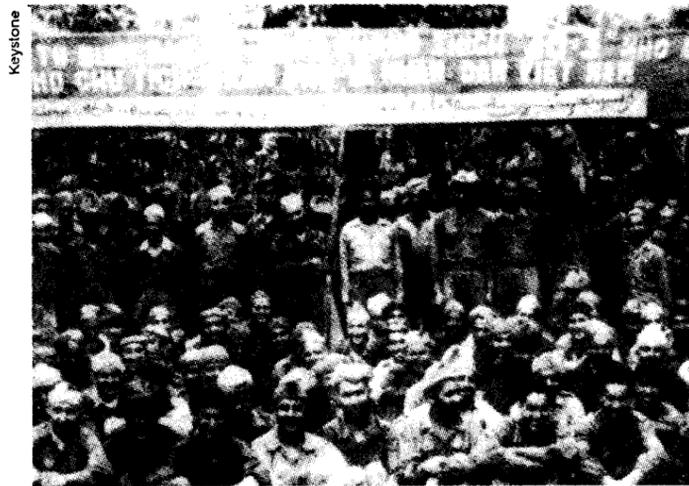
Il faut stopper cette sinistre chasse à l'homme des émules des SA hitlériennes! Les partis ouvriers, les syndicats, les Beurs, les « immigrés » qui sont quotidiennement dans le collimateur de ces nervis, tous les ennemis de l'oppression impérialiste doivent se mobiliser pour défendre Georges Boudarel, et faire rentrer la vermine fasciste dans son égout!

L'« affaire Boudarel » a provoqué beaucoup de gêne parmi les soi-disant anti-impérialistes devenus « respectables ». Mais devant la violence de la campagne réactionnaire, ils ont dû défendre Boudarel, tout en prenant leurs distances à des degrés divers. Les sociaux-chauvins du PCF aussi sont visiblement embarrassés devant la perspective de mener campagne pour un « traître à la

patrie ». Ainsi, Yves Moreau le « défend » au nom de l'« honneur de la France », en expliquant que les guerres coloniales « discréditaient notre pays » et que « le véritable patriotisme et le courage consistaient alors à se dresser contre le colonialisme » (*L'Humanité*, 18 mars). Men-

des positions françaises en Extrême-Orient. La poursuite des hostilités contre le peuple du Vietnam en violation des principes de la Constitution aboutirait infailliblement à ruiner ces positions et cette influence, comme ce fut le cas naguère en Syrie et au Liban » (*Cahiers du communisme* n° 3-4,

Soldats marocains du corps expéditionnaire français libérés par le Vietminh en 1953. Ils ont été gagnés et organisés pour la lutte anti-impérialiste par le Vietminh, en collaboration avec un militant du PC marocain.



songe! Bien loin de « se dresser contre le colonialisme », la direction du PCF participait au gouvernement qui menait la guerre en Indochine. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, elle avait activement soutenu la « reprise en main » de « ses » colonies par l'impérialisme français. Et même quand, rejetée dans le « ghetto » de la Guerre froide antisoviétique par ses « alliés » bourgeois et sociaux-démocrates en 1947, elle finira par s'opposer à la croisade anticommuniste de la guerre d'Indochine, elle le fera d'un point de vue chauvin - pour éviter une défaite à son impérialisme: « L'intérêt national exige le maintien de l'influence et

mars-avril 1947). Aujourd'hui, Marchais et Cie aimeraient bien que la bourgeoisie oublie qu'à cette époque des militants ouvriers du PCF « trahissaient leur pays » en organisant de courageuses actions ouvrières contre l'acheminement des troupes et des armes en Indochine!

Les propagandistes de la bourgeoisie travaillent à falsifier l'histoire des crimes du colonialisme français. Le même mépris raciste pour la vie de ceux qu'ils considèrent comme des « sous-hommes », non occidentaux, qui a présidé au massacre de sang-froid de dizaines de milliers de soldats et de civils irakiens, est aujourd'hui appliqué à la sale guerre colo-

niale menée par l'impérialisme français en Indochine. La bourgeoisie voudrait faire croire que les seules « victimes » auraient été les tueurs professionnels de l'armée française, prisonniers dans les camps du Vietminh. Et Georges Boudarel, parce qu'il a été pendant plus d'un an affecté comme *can bô* (cadre politique) dans un de ces camps, le camp 113, est présenté comme le « criminel de guerre français » d'Indochine.

A l'initiative de l'ex-secrétaire aux anciens combattants Beucler, plusieurs anciens prisonniers du camp 113 ont annoncé leur intention de porter plainte contre lui pour « crime contre l'humanité », tandis que le ministre « socialiste » Jospin le qualifie de « kapo dans un camp de concentration », faisant écho aux dénonciations hystériques du « kollabo Boudarel » par les fascistes.

En fait, les seuls tortionnaires qu'abritait le camp 113 étaient les tueurs professionnels de l'armée française qui, elle, pratiquait systématiquement torture et exécutions sommaires des « Viets » capturés. Beaucoup de ces prisonniers de guerre sont morts dans les camps du Vietminh. Mais il faut savoir qu'ils sont morts de maladie et de malnutrition parce qu'à cette époque la zone libérée où ils étaient détenus était un réduit montagneux, couvert de jungles insalubres et que les autorités françaises affamaient par un blocus étroit - un des mots d'ordre Vietminh était alors « *Un grain de riz vaut une goutte de sang* ». Ils sont aussi morts de privations parce que le gouvernement français refusait de les reconnaître comme des prisonniers de guerre (officiellement, il n'y avait pas de guerre mais des « opérations de pacification ») ce qui aurait permis qu'ils reçoivent l'aide de la Croix-Rouge.

La politique du Vietminh à l'égard des prisonniers de guerre français se donnait comme objectif de les convaincre que la

Suite page 5

Rouen Stoppons les fascistes!

Nous reproduisons ci-dessous l'appel lancé, le 31 mars, par le Comité de défense sociale.

Les sections d'assaut du Front national et de l'Action française ont décidé de faire de l'« affaire » Boudarel le symbole de la haine qu'elles propagent. Toute personne décente doit se mobiliser contre leurs sinistres desseins. Le mercredi 27 mars, des centaines de ces nervis armés, en rangs serrés, sont venus en plein Paris assiéger l'université de Jussieu. Le même jour, à l'université de Mont-Saint-Aignan, près de Rouen, un commando de plusieurs dizaines de fascistes armés a attaqué des étudiants, dont plusieurs militants de la Ligue trotskyste, qui préparaient un rassemblement en défense de Boudarel, a fait un autodafé de journaux de gauche et vociféré des chants nazis comme s'ils étaient confortablement installés à Nuremberg en 1933. Leur message était clair: « Nous sommes en marche! Osez donc nous arrêter maintenant! »

Le Comité de défense sociale (CDDS) appelle tous ceux qui sont dans le collimateur de ces émules de Hitler à manifester en masse le 13 avril à Rouen pour montrer que nous ne permettons pas aux fascistes de nous dicter leurs lois. Il faut

les stopper, maintenant. L'inaction serait fatale; la passivité et le sectarisme qui minent la puissance d'une riposte ne font que les rendre plus audacieux encore. Le moyen de les arrêter, c'est l'action déterminée de leurs victimes désignées - et la plupart d'entre nous en fait partie. Les organisations de la classe ouvrière - partis et syndicats -, les « Beurs », les « immigrés », les Juifs, les anciens militants du FLN algérien, les anciens « porteurs de valises », les homosexuels, les étudiants, les professeurs - tout le monde doit se mobiliser.

Grâce aux luttes héroïques qu'ont menées les peuples colonisés par la France, l'« empire français » n'est plus qu'un lointain souvenir. Les fascistes d'aujourd'hui voudraient nous faire croire que la « perte de l'empire » est due aux « coups de poignard dans le dos » d'une poignée de « traîtres » comme Boudarel. Ils aimeraient pouvoir réécrire l'histoire avec des barres de fer, des battes de base-ball et des nunchakus. Quand ils hurlent, comme à Paris, que « Jussieu sera le Dien Bien Phu des traîtres », ils rêvent des monceaux de cadavres des camps de concentration nazis, et ils rêvent de nouveaux monceaux de cadavres, ceux de nos enfants.

Le 26 mars, à Sartrouville, un

adolescent maghrébin a été abattu par un vigile, d'un coup de fusil tiré à bout portant dans le dos. La rage ne suffit pas. Nous devons organiser la puissance sociale de notre classe avant qu'il soit trop tard. Nous ne devons pas attendre le prochain assassinat pour organiser notre riposte. Le droit d'expression est une bonne chose, un acquis de la Révolution française. Mais il ne s'agit pas ici uniquement d'une attaque contre le droit d'expression. On ne débat pas du génocide. Les « idées » des fascistes ne sont qu'une couverture pour leurs actions terroristes. L'objectif des fascistes, c'est de désorganiser et détruire la gauche et le mouvement ouvrier. Leurs attaques visent depuis longtemps les ghettos, aujourd'hui les universités, demain les piquets de grève. C'est maintenant que nous devons agir!

Une puissante démonstration de force pour les stopper à Rouen constituera une première étape. Il faut que Georges Boudarel puisse parler librement en public et qu'il soit protégé par des milliers de syndicalistes et d'antifascistes déterminés à le défendre. Il faut que tous les « immigrés » et leurs enfants puissent se promener librement dans les rues et travailler sans être terrorisés par cette racaille. Il s'agit de se défendre, de défendre.

Suite page 11

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième internationaliste), pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Suzanne Girard, Henri Riemann, Josie Thanner, Jean Thimbault.

REALISATION: François Donau. REVISEUR-REDACTEUR: Carine Gance. DIFFUSION: Jean-Luc Etchart.

DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, BP 135-10

75463 Paris Cedex 10

Imprimerie: Routage de Paris

5, chemin des Fruitières

93200 La Plaine-St-Denis

Commission paritaire: n° 59267

Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Banlieues...

Suite de la page 1

Effectivement, plus que jamais. La victoire que les impérialistes ont remportée contre l'Irak a excité leur goût du sang. Leur « nouvel ordre mondial » c'est l'écrasement des exploités et opprimés partout dans le monde. Et les Palestiniens sont en première ligne. C'est pourquoi nous avons organisé sur ce sujet, le 22 mars à Paris, un meeting (qui s'est aussi tenu à Lyon en présence de plusieurs membres de peuples opprimés du Moyen-Orient). Après avoir décrit l'entreprise de génocide dont sont victimes aujourd'hui les Palestiniens non seulement de la part des sionistes mais aussi de leurs soi-disant frères arabes, l'orateur de la LTF insista que « la défense des Palestiniens – en Israël, dans les territoires occupés et aussi au Koweït – est une tâche urgente du mouvement ouvrier. C'est une question de vie ou de mort pour tout un peuple ». Notre camarade argumenta aussi qu'il ne pourra y avoir de solution démocratique aux revendications nationales concurrentes des peuples palestinien et de langue hébraïque que dans le cadre d'une fédération socialiste du Moyen-Orient. C'est aussi dans un tel cadre que pourra se réaliser le droit à l'autodétermination du peuple kurde – un Etat socialiste unifié du Kurdistan.

Mais notre camarade consacra aussi une partie de son discours à dénoncer la « conférence internationale » sur le Moyen-Orient chère à Mitterrand et autres manœuvres de l'impérialisme français pour conserver une influence néo-coloniale dans la région : « Si on l'écoute bien, "notre" gouvernement est le plus grand défenseur des Palestiniens [...]. Les prétentions des sociaux-démocrates, et de l'impérialisme français dont d'ailleurs ils sont les serviteurs les plus zélés, à défendre les peuples colonisés – et les Arabes en particulier –, on les connaît parfaitement bien. Ils ont été de toutes les guerres coloniales : Indochine, Madagascar, Afrique du Nord. Ils ont même réussi le tour de force, quand ils étaient au gouvernement en 1956 à la fois de lancer l'expédition contre l'Égypte – l'expédition de Suez – et de déclencher la guerre généralisée, la sale guerre, contre le peuple algérien en lutte pour son indépendance.

« On sait comment Mitterrand a "défendu" les Palestiniens en 1982 au Liban, après l'invasion israélienne qui a été jusqu'à Beyrouth. Les Français et les autres éléments des forces dites d'interposition, saluées d'ailleurs par le PCF et aussi par Arafat, ont fait le sale boulot que les sionistes n'arrivaient pas à mener à son terme : désarmer les combattants palestiniens de Beyrouth qui résistaient farouchement. Sans défense, les Palestiniens ont été à la merci des tueurs sionistes. Et ces derniers ont effectivement envoyé leurs mercenaires phalangistes libanais massacrer les Palestiniens des camps de Sabra et

Chatila, un des massacres les plus importants d'une histoire qui en compte déjà passablement beaucoup.

« Et ici, en France, les "immigrés" et leurs enfants, originaires du Maghreb, sont bien placés pour savoir comment ce gouvernement traite les populations des anciennes colonies "françaises". La discrimination et la terreur racistes qui sont leur quotidien ont connu une accélération particulièrement brutale avec le développement du conflit impérialiste contre l'Irak. Mitterrand les a considérés au fond comme



21 juillet 1983 – Manifestation de Talbot-Poissy. Au début des années 80, les ouvriers «immigrés» ont été à l'avant-garde des luttes dans l'automobile.

les sionistes ou les Koweïtiens les considèrent : des ennemis de l'intérieur qu'il faut terroriser. Et les "Beurs" ont aussi souvent l'impression, justifiée, que les flics de Mitterrand les considèrent comme les jeunes Palestiniens de l'Intifada.»

Les «immigrés» et leurs enfants, moins que tout autre enclins à rallier l'impérialisme français, sont une cible privilégiée du « nouvel ordre » que Mitterrand voudrait bien faire régner dans ce pays. Déjà, les terroristes racistes et anticommunistes que sont le Front national et autres ramassis fascistes profitent de la campagne lancée par la bourgeoisie et son gouvernement contre Georges Boudarel (voir page 3) ; ils multiplient leurs provocations et tentent de reprendre le haut du pavé. Ils osent même de plus en plus ouvertement montrer leurs sales gueules à la porte des lycées. C'est aussi pourquoi nous avons appelé, dans un tract du 20 mars, « chacun dans le mouvement ouvrier, dans la gauche, parmi les Beurs et les "immigrés" à se joindre à nous pour condamner les attaques que la bourgeoisie mène contre Georges Boudarel. Une attaque contre Boudarel est une attaque contre tous ceux qui s'opposent à l'impérialisme. » Et il faut traiter chaque provocation des fascistes comme il se doit : le mouvement ouvrier doit mobiliser toute

sa puissance, et entraîner avec lui tous les jeunes et opprimés, pour balayer cette immonde racaille.

L'abominable crime de la cité-ghetto des « Indes », à Sartrouville, est aussi un avertissement qui exige une telle mobilisation, tout de suite. La bourgeoisie, qui craint une explosion de colère de cette jeunesse qu'elle exclut du monde du travail et rejette dans des ghettos, cherche à camoufler qu'il s'agit d'un crime raciste en mettant en avant que l'assassin du jeune Djemel Chettou est

maghrébin. En fait, les vigiles ne forment qu'un corps auxiliaire de la très raciste police officielle – une milice patronale privée dont la fonction spécifique est, outre de briser des grèves, de terroriser les «immigrés» et leurs enfants. Tout comme les sinistres brigades du métro parisien. Nous exigeons : Flics, vigiles, hors des quartiers «immigrés» ! Aucune confiance dans l'Etat bourgeois ! Défense des quartiers «immigrés» basée sur des comités de quartiers, avec la participation et s'appuyant sur les syndicats ! Pleins droits de citoyenneté pour les «immigrés» et leur famille !

Plus que jamais ce dont on a besoin ce sont de perspectives pour organiser la rage et se mobiliser contre le capitalisme générateur de racisme, de fascisme et de guerre et instaurer un véritable gouvernement ouvrier qui expropriera cette bourgeoisie qui d'ailleurs, même si elle s'est retrouvée dans le camps des vainqueurs, reste faible. C'est ce que la Ligue trotskyste s'efforce d'apporter dans son journal, ses tracts et ses meetings, sur quelques entreprises, marchés et banlieues. Mais l'hostilité est grande envers tout ce qui est politique et organisation. « On s'est fait blouser par le PC, le PS et SOS », lance avec amertume ce jeune de Gennevilliers. Toutes ces organisations, précisément parce qu'elles ne visent pas à renverser le capitalisme mais à le gérer, n'ont fait que détourner les mobilisations des «immigrés» et de leurs enfants en prêchant une criminelle confiance dans la police et la justice bourgeoises et dans Mitterrand. Mais nos positions bien claires et fermes sur la guerre du Golfe ou sur la terreur et la discrimination racistes, et notre opposition à voter et soutenir Mitterrand, finissent par vaincre la méfiance. Tel ce groupe de jeunes devant le concert de rap donné par NTM, à Montreuil, qui d'abord refuse catégoriquement de même prendre notre tract et avec lequel nos camarades auront ensuite une large discussion sur pas mal de questions politiques et notamment le Moyen-Orient.

Beaucoup expriment le peu d'illusions qu'ils ont dans une réforme – effectivement bien utopique – de cette société qui ne leur offre que chômage, « petits boulots », terreur et discrimination racistes. La révolution, bien sûr mais comment ? « Ils vont nous envoyer l'armée », s'inquiète un jeune de Montreuil. La clé

réside dans la classe ouvrière, la seule classe qui a l'intérêt et la puissance non seulement de renverser ce système d'exploitation capitaliste mais aussi de balayer l'oppression raciste. Sans son intervention, le danger est grand de voir les explosions de colère des jeunes des cités-ghettos, isolées, sombrer dans le désespoir et être brisées par la répression policière la plus brutale. Comme l'exprime un jeune, qui a été en pointe dans les mobilisations lycéennes de décembre, « les Beurs et les banlieues, c'est explosif. Il faut trouver une force sur laquelle s'appuyer pour que ça ne dégénère pas et que ça puisse être positif. »

Or, des milliers de liens existent entre les jeunes des cités-ghettos, leurs parents, les usines, les syndicats. Sur le marché de Gennevilliers, un cheminot d'origine algérienne, qui vient nous dire qu'il est lui aussi pour la défense de l'Irak « même si Saddam est un dictateur », explique qu'il a fait grève dans l'hiver 1986-87, lors de la grande grève des cheminots, mais se plaint amèrement de son isolement. A Montreuil, un jeune nous répond que « même contre les licenciements, il y a eu des grèves et ça n'a pas empêché qu'il y ait des licenciements ». Et ces licenciements ont même frappé en premier lieu leurs pères. Lors de notre autre meeting parisien, le 8 mars, l'orateur aborda ces questions, insistant longuement dans son discours qu'il fallait « faire reprendre confiance à ces travailleurs » en mettant au centre des luttes ouvrières, qui reprennent avec force depuis la fin de la guerre, les revendications contre la terreur et la ségrégation racistes. Car, poursuit-il, « les syndicats les ont abandonnés dans une grande mesure [...]. Ils ont trahi leurs luttes dans le passé – je pense à Talbot qui a été trahi de façon ignominieuse, je pense à Renault-Flins, je pense à Citroën-Aulnay, à Chausson, à la Comatec. On peut allonger la liste comme ça. Pourtant, les liens existent toujours. Et c'est la tâche des révolutionnaires de retisser ces liens et d'expliquer inlassablement qu'il faut, par exemple, face à une invasion raciste avoir préparé à l'avance des équipes qui puissent protéger les quartiers contre les racistes. Ceci doit se faire en liaison avec les syndicats. Il faut que les jeunes fassent pression sur leurs pères, leurs oncles, pour que ceux-ci aillent se battre dans les syndicats, qu'ils réintègrent les syndicats, pour forcer la main aux bureaucrates, pour que, même contre leur gré, ils aillent organiser – et, même s'ils ne l'organisent pas directement, que les syndiqués les organisent directement – des brigades, des escouades – appelez-les comme vous voulez – des comités de surveillance pour protéger les quartiers contre la terreur raciste. »

L'obstacle à la victoire des grèves comme à des luttes communes jeunes/«immigrés»/travailleurs, ce sont effectivement les directions des syndicats et des partis ouvriers « traditionnels » dont le programme politique est précisément réformiste et chauvin – un programme de défense de l'« ordre » bourgeois. C'est pourquoi la Ligue trotskyste combat pour construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste, multi-ethnique, qui place la lutte contre l'oppression raciste au centre de son programme pour le renversement de la bourgeoisie. Ces jeunes ont toute leur place dans notre combat. Et les quelques actions que, malgré nos faibles forces, nous avons pu organiser – que ce soit en 1981, à Rouen, la manifestation ouvrière de front unique contre les fascistes ou le piquet devant un restaurant raciste à Rouen – montrent non seulement que des mobilisations s'appuyant sur la puissance sociale des travailleurs sont possibles, mais aussi qu'elles seules peuvent arrêter et balayer la vermine raciste.

Les réformistes, SOS-Racisme et autres France Plus voudraient bien faire croire que l'intégration des «immigrés» et de leurs enfants passera par leur ralliement au drapeau tricolore. Une inscription peinte sur un mur d'une cité-ghetto de Gennevilliers résume mieux que tout



Rouen, 4 juin 1987 – Dans la manifestation appelée par le MRAP, les «Beurs» mobilisés par la Ligue trotskyste contre le restaurant Flunch raciste.

Boudarel...

Suite de la page 3

cause du peuple indochinois était juste, pour en faire à leur libération des « combattants de la paix ». Face à l'afflux soudain de prisonniers qui suivit la victoire de Cao Bang, en 1950, l'état-major indochinois mobilisa pour aider à cette tâche les quelques dizaines de soldats et de militants français qui avaient, comme Boudarel, rejoint les rangs du Vietminh. Les succès, il faut l'avouer, furent dans l'ensemble très limités dans les camps occupés par les soldats français du corps expéditionnaire, comme le camp 113.

Il en alla tout autrement dans le camp 114, où étaient retenus des soldats nord-africains et où travaillait un envoyé du Parti communiste marocain, qui avait pris le pseudonyme de Maarouf – le nom du fondateur du journal du PC algérien *l'Etoile nord-africaine*. Dans son livre *Les Soldats blancs de Ho Chi Minh*, Jacques Doyon écrit que « l'efficacité du travail de Maarouf fut réelle puisque les rapatriés algériens – plusieurs centaines – formeront souvent d'excellents cadres militaires du Front de libération national algérien, à partir de 1954-1955. Certains sont des communistes convaincus, membres du PCA, et seront tenus en suspicion par le FLN qui jugera leur formation marxiste comme dangereuse. Plusieurs d'entre eux seront limogés ou liquidés lors des purges qui sévirent au sein des Willayas. » Nous saluons la mémoire de ces héros et celle de tous les combattants internationalistes qui, comme Boudarel, avaient choisi d'aller se battre aux côtés du peuple indochinois.

Pendant la guerre d'Indochine, ceux qui torturaient n'étaient pas les combattants du Vietminh, mais l'armée française et ses supplétifs locaux. Nous l'affirmons de façon catégorique. Il ne s'agit pas ici de brutalités commises par des soldats isolés sur le champ de bataille – des actes qui sont principalement le produit des circonstances et de la personnalité des combattants – mais de la torture en tant que politique.

Pour le corps expéditionnaire français, la torture, les exécutions sommaires et les atrocités commises contre les civils étaient un élément terroriste clé face à une guerre de partisans où la population soutenait le camp adverse. Ces méthodes terroristes étaient d'ailleurs le prolonge-

ment direct des procédés répressifs ordinaires utilisés depuis un demi-siècle pour maintenir sous le joug la « population indigène » de la « colonie d'exploitation » d'Indochine, et on les retrouvera naturellement en Algérie.

Quant aux prisonniers de guerre indochinois, un rapport confidentiel, rédigé par un général français après le cessez-le-feu de 1955, justifiait le refus des autorités françaises de demander au Vietminh de fournir la liste des prisonniers détenus en expliquant que « des renseignements officieux [...] me permettent de penser que le nombre de PGI [prisonniers de guerre indochinois dans les camps français] décédés ou exécutés dépasse au total 9 000 », et que « les registres des camps et prisons faisaient mention d'un grand nombre d'exécutions, surtout au cours des années 1952 et 1953 » – précisément à l'époque où Boudarel exerçait les fonctions de *can bô* dans le camp 113.

Défense du Vietnam !

Si nous, trotskystes, condamnons le PC vietnamien, c'est pour sa politique stalinienne, traître, de recherche d'alliances et de compromis avec la bourgeoisie autochtone dite « nationale » et les impérialistes soi-disant « démocratiques ». C'est au nom de cette politique qu'en 1945 le parti

d'Ho Chi Minh assassina les trotskystes vietnamiens, après avoir saboté l'insurrection ouvrière de Saïgon où nos camarades avaient joué un rôle de premier plan ; il aidera ainsi le colonialisme français à reprendre pied en Indochine – une collaboration dont l'impérialisme français le « remerciera » en tentant un an plus tard de l'écraser militairement. Après la victoire de Dien Bien Phu en 1954, les stalinien vietnamiens (qui contrôlaient 85 % du pays) abandonneront, sous la pression des bureaucraties de Pékin et de Moscou, aux impérialistes la moitié sud, une « concession » que les héroïques ouvriers et paysans vietnamiens paieront de deux décennies de guerre supplémentaires.

Les stalinien vietnamiens ont dû finalement renverser (d'abord au Nord puis au Sud et dans l'ensemble de l'Indochine) la domination capitaliste, mais c'est pour instaurer un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé, du même type que celui issu de la contre-révolution politique stalinienne en URSS – et ce du fait de circonstances historiques exceptionnelles. Les possibilités de l'impérialisme US (qui avait pris le relais de l'impérialisme français battu à plate couture) étaient fortement limitées par l'impopularité de son intervention militaire ; la bourgeoisie autochtone était corrompue, désorgani-

sée, laminée et, en 1975, l'appareil d'Etat bourgeois s'est totalement écroulé avec la fuite de l'armée de Saïgon ; et, facteur décisif qui permit aux stalinien d'assumer le pouvoir, il n'y a pas eu de lutte du prolétariat conscient, combattant pour ses propres intérêts de classe au travers de ses organes de pouvoir – les soviets.

La tâche des internationalistes prolétaires est donc de lutter pour une révolution politique prolétarienne qui balayera la domination bureaucratique stalinienne et instaurera un régime internationaliste basé sur la démocratie ouvrière des soviets ; mais elle est aussi de défendre les acquis historiques, issus du renversement du capitalisme, contre les menaces des impérialistes.

Ce n'est pas un hasard si une campagne anticommuniste contre Boudarel est déclenchée aujourd'hui. Dans le « nouvel ordre mondial » dont rêvent les impérialistes, le peuple vietnamien, qui a accompli une révolution sociale, est une cible prioritaire ; et ils espèrent bien profiter de leur victoire militaire sur l'Irak (« l'enterrement du syndrome vietnamien », dit Bush) mais aussi de la politique de Gorbatchev qui, pour gagner leurs faveurs, brade tout ce qu'il peut brader – la soi-disant « fin du communisme ». Et Mitterrand est aux avant-postes – à l'occasion des manœuvres diplomatiques sur le Cambodge – de la contre-révolution dans la péninsule indochinoise.

Bas les pattes devant Boudarel !

Dien Bien Phu fut, tout comme la libération de Saïgon en 1975, une victoire pour les exploités et opprimés du monde entier. Cette victoire fut en particulier un encouragement formidable à la lutte de libération nationale algérienne. Une revanche sur le peuple vietnamien serait une revanche sur tous les exploités et particulièrement sur les peuples colonisés qui ont arraché leur indépendance politique contre l'impérialisme. Ce serait, en France, le signal d'un déchaînement de la terreur contre les « immigrés ».

Nous appelons chacun, dans le mouvement ouvrier, dans la gauche, parmi les « immigrés » et leurs enfants, à se joindre à nous pour condamner les attaques contre Boudarel. Toute attaque contre Georges Boudarel est une attaque contre tous ceux qui s'opposent à l'impérialisme. ■



7 mai 1954 – Le drapeau Vietminh flotte sur Dien Bien Phu. Dien Bien Phu était une victoire !

discours la réponse de ces jeunes : « Liberté Egalité Enculé – Vive Saddam ». Non que le boucher Saddam Hussein soit particulièrement devenu leur héros. Comme nous l'explique un jeune ouvrier originaire de Tunisie, qui vient de signer la pétition pour notre camarade Green, « C'est nos pères qui ont fait les richesses de la France et eux et nous on est rejetés de partout dans cette France soi-disant des droits de l'homme. Quand Saddam s'est fait attaquer, c'était pour nous comme si nous étions attaqués. On est le même peuple, les Arabes, qui se fait rejeter de partout. »

C'est pourquoi certains jeunes préfèrent aujourd'hui se dire « Arabes » ; ils rejettent même le mot « Beur » – le mot a été galvaudé par les médias racistes, comme synonyme de « délinquant ». Plusieurs de ces jeunes voient par ailleurs la religion comme une espèce de référence. En réaction aux humiliations racistes et aux trahisons des directions réformistes, quelques-uns, désespérés, y cherchent aussi un réconfort, tout à fait illusoire. En plein ramadan, cette question revient souvent dans les discussions. Un jeune algérien, venu de province pour assister à notre meeting du 8 mars, conseillait ainsi à un de ses amis croyants qui l'accompagnait de lire *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* d'Engels. Plus tard, le même attaquait l'intégrisme islamique (qui n'est pas une simple croyance en Allah mais un pro-

gramme politique réactionnaire dont le cœur est l'oppression forcée des femmes) en disant notamment : « Une société où il n'y aura pas de femmes sans voile dans les rues, les cafés, la production serait une société invivable, de fous. »

Dans ce meeting, l'orateur de la LTF est revenu sur la question de l'intégration : « Les sociaux-démocrates et leurs alliés ont réussi à faire du mot intégration un terme raciste. Ce que l'on a demandé aux jeunes, aux « immigrés », c'est soit de se taire et rester dans leurs cités, soit d'accepter la guerre, de faire bloc avec la bourgeoisie. C'est ça qu'ils veulent dire quand ils parlent d'intégration. C'est d'oublier que votre père était un combattant en Algérie, que votre grand-père marocain est mort sur les pentes de Monte Cassino [pendant la campagne d'Italie, en 1944] et que, quand votre grand-oncle est revenu au Maroc, il a fallu qu'il se batte pour son indépendance. Oubliez ces luttes ! Vous êtes français ! » D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si ce sont ces gens-là qui disent ça ; ils viennent de la Quatrième République. Ce sont eux qui écrivaient les manuels d'histoire où l'on racontait dans toutes les colonies « françaises » que nos ancêtres étaient des Gaulois. Et Cheyvenement, par exemple, le fameux « pacifiste », est un nationaliste qui veut que ces jeunes soient persuadés qu'ils sont des Gaulois, qu'ils honorent Jeanne d'Arc et qu'ils vénèrent la « mission civilisatrice » de l'Europe, les croisades, etc.

« Mais l'intégration, c'est celle qu'ont faite les travailleurs polonais qui fuyaient la misère et la dictature de la Pologne. Les travailleurs juifs qui fuyaient les pogromes tsaristes. Les travailleurs portugais qui fuyaient la misère et Salazar. Les travailleurs espagnols qui abandonnèrent leur terre pour travailler en France. Ils se sont intégrés dans les plis du drapeau rouge. Ils se sont intégrés dans les luttes ouvrières. C'est ça que nous appelons une intégration. On ne demande pas à qui que ce soit d'apprécier les 498 sortes de fromages. Mais on demande de lutter au coude à coude avec le reste de la classe ouvrière, avec toutes ses composantes. »

« La classe exploitée et les gens comme SOS-Racisme parlent de repeindre

les cages d'escalier et en même temps demandent à ceux qu'on appelle les « Beurs », et qui ne veulent plus être appelés comme ça, d'accepter sous une forme pacifiste la guerre contre l'Irak. C'est contre ces gens-là qu'aujourd'hui il faut se battre. C'est contre les gens du Parti communiste français qui, par l'intermédiaire des Jeunesses communistes malheureusement, essaient de ramener la révolte des jeunes dans les plis du drapeau français. C'est contre ces gens-là que nous tentons, et nous avons décidé de le faire, de nous battre dans les banlieues. Parce que les luttes ouvrières vont venir et la jonction doit se faire. »

Rejoignez notre combat ! Rejoignez la Ligue trotskyste ! ■

MEETING DE LA LTF

**Stoppons les fascistes !
Bas les pattes devant
Georges Boudarel !**

Vendredi 12 avril à 19 h 30

LSC – 69 ter, rue de la Chapelle – 75018 Paris

Gorbatchev, les «durs» et les «démocrates» pro-impérialistes

Où va l'Union soviétique ?

L'article que nous reproduisons ci-dessous a été traduit de Workers Vanguard n° 521 (1^{er} mars), journal de nos camarades américains de la Spartacist League. La première partie de cet article a été publiée dans le Bolchévik n° 109, mars.

Répondant à un appel d'un porte-parole des forces armées qui demandait à « tous les Moscovites de descendre dans la rue » le 23 février pour la Journée de l'Armée soviétique, plusieurs centaines de milliers de personnes se sont rassemblées place du Manège, près du Kremlin, sous le mot d'ordre « Le parti et l'armée ne font qu'un ». La manifestation était aussi appelée par le groupe parlementaire Soyouz [Union], qui réunit des staliniens durs, nationalistes russes. Dans l'atmosphère de crise qui règne en Union soviétique, le colonel Viktor Alksnis, porte-parole de Soyouz, déclarait : « Nos descendants nous maudiront si nous laissons l'Union s'écrouler » et mettait en garde contre le danger de « guerre civile ». Dénonçant ceux qui disent « A bas l'empire », Alksnis faisait ouvertement appel au nationalisme russe réactionnaire, invoquant les « aïeux tombés sur le champ de bataille de Borodino » en combattant dans l'armée du tsar contre Napoléon.

La place et les rues adjacentes étaient couvertes d'une marée humaine arborant des drapeaux rouges. En réponse au dirigeant de la République de Russie, Boris Eltsine, la coqueluche des « démocrates » pro-occidentaux, qui la semaine passée exigeait de manière provocatrice, sur un réseau national de télévision, la démission du président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, des pancartes disaient : « Eltsine traître, démission » et « Eltsine = guerre civile ». Il y avait aussi des pancartes dénonçant la guerre des Etats-Unis contre l'Irak, notamment « Bush ! Arrêtez les bombardements et n'exterminerez pas les citoyens d'Irak. » Mais à côté des banderoles « Bas les pattes devant Lénine », il y avait des emblèmes monarchistes, et la manifestation était truffée d'antisémites déclarés portant des pancartes montrant côte à côte l'étoile de David et le mot « ennemi ».

La mobilisation de la Journée de l'Armée a eu lieu seulement quelques jours après qu'un groupe de 29 organisations – dont Soyouz, le Parti communiste russe et le Front uni des travailleurs (OFT) – eut lancé un appel dans le journal de l'Armée soviétique *Krasnaïa Zvezda* : « Le pays a atteint un point critique après lequel vient l'anarchie et le chaos, l'écroulement de l'Etat, la pauvreté et les effusions de sang. » Déclarant que des « forces de type fasciste » dont le but est la destruction de l'URSS ont pris le pouvoir dans certaines parties du pays, ces organisations ont mis en place « une conférence de travail pour consolider toutes les forces patriotiques et internationalistes » (*Financial Times* [Londres], 18 février). Avec la perspective d'augmentations draconiennes des prix des produits de consommation courante, la situation est explosive en Union soviétique.

De plus en plus, des militaires se sont

Deuxième partie : La montée de l'opposition militaire

mis en avant comme dirigeants des forces staliniennes « conservatrices ». Beaucoup d'observateurs occidentaux considèrent maintenant que Gorbatchev est devenu prisonnier des « durs » de l'armée. Les spéculations sur un coup d'Etat militaire

ses collègues militaires en argumentant en 1981 que « ce dont nous parlons – les produits alimentaires, les biens de consommation, la sphère des services – concerne la vie quotidienne de millions de gens [...]. C'est dans une large mesure selon la ma-



Raymer/National Geographic

Un officier de l'armée soviétique à la retraite confronte un manifestant anticommuniste lors de la commémoration du Premier Mai 90 sur la place Rouge.

pour restaurer l'ordre, son attente même, sont devenues un lieu commun dans la vie politique soviétique, du Kremlin à l'atelier. Dans sa lettre amère de démission de son poste de ministre des Affaires étrangères, en décembre dernier, dans laquelle il parlait du spectre de la « dictature », Edouard Chevardnadze s'en était pris à ces « garçons avec des épauettes de colonel » qui l'accusaient de capituler devant les impérialistes. Il faisait référence à ceux qu'on appelle les « colonels rouges », Alksnis et son camarade Vladimir Petrouchenko, porte-parole de Soyouz.

Cependant, il serait erroné de penser que les cadres militaires étaient dès le début hostiles à la perestroïka de Gorbatchev et rêvaient d'un retour au « bon vieux temps » de Brejnev. A la fin des années 70, confronté à un ralentissement économique, le régime de Brejnev réduisit les dépenses militaires, au grand mécontentement des généraux et des amiraux. Une partie du haut-commandement, alors dirigé par le chef d'état-major Nikolaï Ogarkov, fit publiquement campagne pour une modernisation profonde des systèmes soviétiques d'armement, en particulier de l'arsenal conventionnel (non nucléaire). Brejnev défendit ses priorités économiques contre Ogarkov et

nière dont on répond à ces questions que les gens jugent notre travail » (cité dans *The Soviet High Command 1967-1989*, Dale R. Herspring [1990]).

Le mécontentement des militaires avec les effets de la stagnation économique a été un des facteurs conduisant à la prise du pouvoir par Gorbatchev en 1985 et à l'introduction de la perestroïka. L'aile militaire de la bureaucratie ne souhaitait pas perpétuer la société de consommation et le relâchement de la discipline du travail des dernières années Brejnev, et elle voulait faire l'expérience de mesures orientées vers le marché comme un moyen prometteur pour accélérer la croissance économique. Dans la période initiale du régime Gorbatchev, les journaux militaires officiels, comme *Kommunist Vooruzhennykh Sil* [Communiste dans les forces armées], publiaient des articles d'économistes « réformistes » en vue qui défendaient la décentralisation, l'autonomie des entreprises et un plus grand rôle de la rentabilité. Ecrivant en 1986, le soviétologue américain George Weickhardt faisait remarquer que « [...] les forces armées n'ont pas pris la tête de la réforme économique, mais elles sont devenues partie prenante d'une coalition qui soutient le parti sur les mesures limitées qu'il a essayées jusqu'à maintenant.

Parmi les références nombreuses aux mesures actuelles, dans la presse militaire, aucun désaccord des militaires vis-à-vis du programme de réformes du parti n'est encore apparu. Aucun dirigeant militaire n'a non plus critiqué les mesures de réforme du parti comme trop limitées ou trop ambitieuses, au moins pas de la manière ouverte dont Ogarkov critiquait l'allocation des ressources nationales par le parti » (« The Soviet Military-Industrial Complex and Economic Reform » [Le complexe militaro-industriel soviétique et la réforme économique], *Soviet Economy*, juillet-septembre 1986).

L'opposition des militaires à Gorbatchev n'a pas été provoquée par sa politique économique orientée vers le marché mais plutôt par les conséquences de sa « nouvelle pensée » en politique étrangère, c'est-à-dire la conciliation avec les puissances de l'OTAN et ses conséquences internes. Pour préparer l'opinion soviétique au retrait unilatéral d'Afghanistan, les propagandistes gorbatchéviens ont délibérément encouragé les sentiments antimilitaristes et pacifistes. En 1987, le général V. Serbriianikov fustigeait « certains écrivains et publicistes » pour avoir exprimé des « pensées décadentes et couardes qui sèment les graines du pacifisme ».

Le retrait des forces soviétiques d'Afghanistan, au début de 1989, encouragea grandement l'impérialisme occidental et ouvrit la voie à l'écroulement ultérieur du pouvoir soviétique en Europe de l'Est, renversant la conséquence historique de la victoire de l'Armée rouge sur l'Allemagne nazie. Quand, au début de l'année dernière, Gorbatchev donna le feu vert à la réunification capitaliste de l'Allemagne, conduisant à la constitution d'un puissant Quatrième Reich dominant l'Europe, ce fut l'étape finale.

L'abandon de l'Europe de l'Est conduisit aussi à la pénurie matérielle des troupes soviétiques qui avaient été stationnées. Au printemps dernier, le chef d'état-major de l'armée, Mikhaïl Moïseev, s'exclamait : « Nous ramènerons les troupes à la maison, mais personne n'a clairement pensé à ce que cela coûtera. Les familles se trouveront sans appartement ni travail, les enfants sans école » (*Time*, 9 avril 1990). Certaines unités ramenées d'Europe de l'Est ont été forcées de vivre dans des camps de tentes. Et avec une économie dans le chaos, il n'y a pas de travail disponible pour les soldats ou les officiers démobilisés.

Gorbatchev et Chevardnadze promettaient que l'abandon de l'Europe de l'Est signifierait la fin de la guerre froide et une nouvelle ère de collaboration pacifique avec Washington, Bonn et les autres capitales de l'OTAN. Au lieu de cela, l'impérialisme américain, sentant que la direction soviétique avait perdu la volonté de se battre, lançait sa plus grande démonstration de force militaire depuis le Vietnam – l'invasion des champs de pétrole du Golfe et la guerre contre l'Irak. Il y a cinq ans, Washington ne se serait jamais risqué à bombarder massi-

**Retour à la voie de Lénine et Trotsky !
Pour une Union socialiste des républiques soviétiques !**

vement l'Irak, un Etat client des Soviétiques, par peur de déclencher une troisième guerre mondiale. Les soldats et officiers soviétiques patriotes ont raison d'être consternés par les événements catastrophiques, de l'Europe centrale au Moyen-Orient.

La colère croissante des militaires s'est concrétisée et a fait surface quand les nationalistes lituaniens ont proclamé l'«indépendance» en mars dernier. Là, enfin, les cadres militaires étaient déterminés à s'opposer à toute nouvelle recule. Le général Vladimir Denisov, chef d'état-major adjoint, écrivait dans le journal des syndicats *Trud*: «la mise en application de la politique des dirigeants lituaniens actuels en faveur d'une sécession est grosse de dangers pour la sécurité non seulement des Républiques baltes et de l'URSS, mais pour toute l'Europe.» Un activiste du Sajudis qui négociait avec la direction du Kremlin rapporte qu'Alexandre Iakovlev, à l'époque principal lieutenant de Gorbatchev, «n'arrêtait pas de dire qu'ils ressentaient la pression colossale de la part de l'armée».

Depuis lors, la pression des forces armées sur Gorbatchev s'est intensifiée, en particulier avec un impérialisme US étalant sa force dans la guerre du Golfe. Cet automne, le président soviétique voulait initialement annuler, pour éviter des troubles, les défilés traditionnels du 7 novembre qui commémorent l'anniversaire de la Révolution bolchévique de 1917. Les maires de Moscou et Leningrad déclarèrent qu'il n'y aurait pas de célébration. Mais le haut-commandement militaire insista pour que les défilés du Jour de la révolution aient lieu, et ils eurent lieu (cf. «URSS: l'hiver de la décision», *le Bolchévik* n° 107, janvier). Quand, une semaine plus tard, Gorbat-



Liu/AP

La perestroïka engendre le chaos économique: des Moscovites manifestent devant une banque après la démonétisation des grosses coupures par le gouvernement.

révolution prolétarienne internationale qui conduirait à une société communiste mondiale au travers du dépérissement de l'Etat-nation.

Cette conception était partagée par le corps des officiers de l'Armée rouge de Trotsky. Les maréchaux Toukhatchevsky, Blücher et leurs camarades se battaient pour un Etat soviétique fort, comme bastion de la révolution prolétarienne internationale. Ils ne cherchaient pas à faire de la Russie soviétique juste une autre puissance mondiale, coexistant pacifiquement pendant des décennies avec les puissances impérialistes. En assassinant Toukhatchevsky, Blücher, Gamarnik (le brillant responsable juif des commissaires politiques) et les autres

«démocrates», c'est la propagande occidentale. Nous avons maintenant deux camps dans ce pays: les démocrates et les patriotes. Les démocrates ont fait leur temps. Nous, les patriotes, allons maintenant dicter l'orientation de ce pays dans l'avenir. Nous sommes des gens qui ne se précipitent pas aux USA pour y donner des conférences ou ouvrir des comptes dans des banques étrangères. Nous restons chez nous et réfléchissons sur nos plans pour l'avenir d'une grande Russie.» (*Washington Post*, 28 décembre 1990).

Petrouchenko fait ici écho à la fameuse déclaration du ministre du tsar, Stolypine, après la répression de la Révolution de 1905: «Ce que vous voulez, ce sont de grands soulèvements. Mais ce que nous voulons, c'est une grande Russie!» Ce cri de ralliement de la réaction est maintenant inscrit mot pour mot sur les banderoles du groupe ultra-nationaliste actuel, Patrie. Alksnis, un autre des colonels rouges, est récemment passé à la télévision avec le populaire journaliste télé, pro-tsariste, Alexandre Nevzorov, où ils ont de concert attaqué les séparatistes baltes. Alksnis a ouvertement déclaré: «J'ai plus de choses en commun avec le monarchiste Nevzorov qu'avec le camarade communiste Iakovlev.»

Si Petrouchenko fait écho à Stolypine, quelques-uns de ses camarades «patriotes» rappellent les Cent-Noirs tsaristes ou leurs héritiers spirituels actuels, les fascistes russes de Pamiat. Le général de division Viktor Filatov, rédacteur en chef de l'influente *Revue d'histoire militaire*, a réédité un livre de 1910 qui fait l'éloge de l'armée russe et recommande de ne pas inclure les Juifs dans le service militaire, arguant qu'ils sont physiquement faibles et manquent de personnalité. Le général Filatov prévoyait de republier le faux tristement célèbre de la bureaucratie tsariste, le «Protocole des sages de Sion», comme document religieux authentique «au même titre que la Bible ou le Coran»! Qu'une telle saloperie antisémite apparaisse dans un journal des forces armées soviétiques devrait scandaliser et rendre furieux des officiers animés d'un patriotisme soviétique authentique.



Kelner/NY Times



Guardian (Londres)

Deux staliniens grands-russes: à gauche, le major-général antisémite Viktor I. Filatov; à droite, le porte-parole de Soyouz, le colonel Viktor Alksnis.



Raymer/National Geographic

Des vétérans soviétiques de la guerre d'Afghanistan, exclus le 9 mai de la manifestation commémorative de la victoire dans la Deuxième Guerre mondiale. L'abandon de l'Afghanistan par Gorbatchev a encouragé l'impérialisme US.

chev prit la parole devant 1 000 officiers, il rencontra une hostilité non déguisée.

Parmi tous les secteurs de la bureaucratie et de l'intelligentsia, les cadres militaires sont ceux qui ressentent le plus intensément la perte de puissance et d'influence soviétiques dans le monde. Le commandant Iouri Laskine, jeune officier de l'Ecole d'élite qu'est l'Académie politico-militaire Lénine à Moscou déclare à un journaliste américain: «Le Parti communiste a fait de notre pays un grand Etat - une superpuissance comme vous dites» (*Washington Post*, 20 novembre 1990). Le commandant Laskine croit sans aucun doute profondément, parce qu'on le lui a enseigné, que le but de la révolution d'Octobre était de transformer la Russie arriérée en superpuissance mondiale sur un pied d'égalité avec les Etats-Unis. La conception fondamentale de la révolution d'Octobre exposée dans *l'Etat et la révolution* de Lénine est tout à fait étrangère à l'Académie politico-militaire Lénine. Lénine, Trotsky et leurs camarades voyaient la révolution d'Octobre comme le premier acte d'une

commandants rouges de la Guerre civile, Staline cherchait à éradiquer les traditions internationalistes de l'Armée rouge, comme il a assassiné les dirigeants survivants de la Révolution bolchévique. Dans ce sacrifice sanglant à la «paix» avec l'impérialisme, de manière criminelle Staline sabota la défense de l'Union soviétique et facilita dans une grande mesure l'invasion hitlérienne.

A l'époque, comme aujourd'hui, la bureaucratie stalinienne utilisait le nationalisme russe dans le but de se concilier l'impérialisme. La différence aujourd'hui, c'est que les héritiers de Staline, autant dans le parlement russe de Eltsine que dans l'armée, ont jeté aux orties même les éléments «socialistes» déformés du stalinisme et n'ont gardé que le nationalisme grand-russe. Là où Staline parlait de défendre la «patrie socialiste», les dirigeants de Soyouz parlent de défendre la «patrie». Là où Staline appelait à la «construction du socialisme dans un seul pays», le «colonel rouge» Petrouchenko offre «l'avenir d'une grande Russie»: «La nourriture des libéraux, des soi-disant

Alors que beaucoup d'officiers seraient embarrassés par des délires tellement évidents de racisme obscurantiste, l'Eglise orthodoxe russe - le plus puissant bastion d'obscurantisme moyenâgeux - lance maintenant des appels aux militaires, cherchant à subvertir l'armée créée pour défendre l'Etat ouvrier. Les impérialistes allemands, qui s'efforcèrent en 1941 de dépecer l'Union soviétique avec l'Opération Barbarossa, envoient maintenant des convois de camions désaffectés de l'armée soviétique, chargés de colis d'aide alimentaire allemande. Selon l'émission d'information du soir *Vremia*, ces colis ont été remis à l'armée soviétique comme dons à l'Eglise orthodoxe russe!

Les appels au chauvinisme grand-russe ont conduit à miner l'armée soviétique multinationale, à inciter à des vendettas sanguinaires entre soldats, et entre soldats et officiers, et ont joué un rôle important dans la montée des «milices nationales» pogromistes dans les républiques. Le fait qu'Alksnis (avec Gorbatchev) ait pris la tête de la campagne idéologique contre les restaurationnistes baltes avec le reportage du monarchiste russe Nevzorov a fait le jeu des séparatistes baltes qui de manière scandaleuse assimilent l'Union soviétique et empire tsariste. Les officiers qui veulent défendre l'Union soviétique sur une base socialiste doivent prendre comme modèles les internationalistes communistes de l'Armée rouge de Trotsky, pas les criminels staliniens qui ont usurpé le pouvoir et assassiné la vieille génération révolutionnaire.

Aujourd'hui, les «durs» de l'armée ont une attitude conservatrice par rapport aux changements économiques parce que les «démocrates» lient la restauration capitaliste à l'éclatement de l'URSS et à une politique mondiale de conciliation de l'impérialisme occidental. Cependant, le nationalisme russe anti-occidental peut lui aussi servir de base idéologique à la contre-révolution capitaliste. L'idéologie de l'autocratie tsariste était le nationalisme russe sous sa forme moyenâgeuse la plus obscurantiste. Des réactionnaires slavophiles comme Dostoïevski dénongaient le matérialisme corrompueur des âmes du monde bourgeois occidental. Ceci n'a d'aucune manière empêché la bureaucratie tsariste de favoriser un développement capitaliste sous l'égide des centres financiers d'Europe de l'Ouest, et en particulier de la Bourse de Paris. (Aujourd'hui encore, des rentiers français espèrent toujours se faire rembourser leurs emprunts russes.)

En particulier après la révolution de 1905, la faible bourgeoisie russe en vint à comprendre qu'elle avait besoin du knout de l'autocratie tsariste pour protéger la propriété capitaliste. Pendant cette période, le premier ministre Stolypine favorisait consciemment le développement de petits propriétaires paysans aisés (koulaks) comme contrepois au prolétariat révolutionnaire et socialiste.

A beaucoup d'égards, les «colonels rouges» de Soyouz sont similaires à Slobodan Milosevic, le patron stalinien «dur» de Serbie, la république nationale dominante en Yougoslavie. Milosevic est

Suite page 8

URSS...

Suite de la page 7

un chauvin serbe enragé qui agite la menace d'une guerre contre les gouvernements sécessionnistes des Républiques de Slovénie et de Croatie. En même temps, il met en application un « traitement de choc » économique à la polonaise dicté par les banquiers occidentaux. Plus d'un demi-million d'ouvriers serbes doivent être jetés à la rue en conséquence de la fermeture de milliers d'entreprises « non rentables ». En Yougoslavie, de nouvelles lois autorisent la privatisation totale de la propriété socialisée. En Russie, un gouvernement de « patriotes » comme Petrouchenko et Filatov agirait à peu près de la même manière que ses homologues serbes.

Un retour à l'ordre stalinien ?

Le général Filatov considère Gorbatchev, Lénine et Staline comme les trois dirigeants soviétiques brillants de ce siècle. Mais il ajoute que Gorbatchev « devrait trouver un autre Béria. Maintenant, nous avons des moyens de persuasion, mais pas de moyens de coercition, et l'un ne peut exister sans l'autre. C'est une absurdité. Gorbatchev a une carotte mais pas de bâton. » Le général Filatov et ses amis peuvent bien désirer un retour à l'ordre stalinien. Mais les conditions qui étaient la base du régime de Staline dans les années 1930 et 40 et les conditions très différentes sur lesquelles reposait le régime de Brejnev dans les années 70 n'existent pas aujourd'hui en Union soviétique et ne peuvent pas être recréées.

Filatov, le militaire « dur », comme les « démocrates » pro-occidentaux, réduit le régime de Staline à la terreur policière d'Etat incarnée par Béria. Cependant, Staline cherchait à mobiliser et exploitait les énormes ressources d'idéalisme socialiste créées par la révolution d'Octobre. Des témoins pourtant farouchement antistaliniens de l'époque des années 30, comme l'écrivain humaniste Anatoli Rybakov, racontent l'enthousiasme avec lequel ouvriers, paysans pauvres et intellectuels de gauche se sont lancés dans la campagne d'industrialisation et de collectivisation de l'agriculture. Le « socialisme dans un seul pays » était un mensonge, mais un mensonge auquel croyaient profondément les militants communistes de cette époque. Nikita Khrouchtchev, représentatif de ces ouvriers devenus permanents du parti dans les années 20, se souvient qu'en 1930 « Staline était en train de parler; j'ai pensé en moi-même, "voilà un homme qui sait comment diriger nos esprits et nos énergies vers les buts prioritaires de l'industrialisation de notre pays et d'assurer l'invulnérabilité des frontières de notre patrie contre le monde capitaliste, le bien-être du peuple est visi-

Moscou, le 23 février
- Plus de 250 000
Soviétiques
manifestent lors de la
Journée de l'armée.
Une pancarte exige
que Bush mette fin au
bombardement et au
massacre des
Irakiens.



blement en de fermes mains"» (Khrushchev Remembers, 1970).

Pendant et après la Deuxième Guerre mondiale, Staline a pu mobiliser le patriotisme soviétique des masses. A la fin des années 40, les ouvriers et les travailleurs des fermes collectives se sont consacrés à la reconstruction de leur pays, dévasté par la guerre. En l'espace de cinq ans, la production industrielle était remontée à son niveau d'avant-guerre.

Cependant, après la mort de Staline début 1953, l'oligarchie du Kremlin ne pouvait plus diriger par une combinaison de mobilisation politique de masse et de répression policière d'Etat (c'est-à-dire le totalitarisme). Une tentative d'agir ainsi aurait conduit à une révolte populaire comme celles qui se produisirent à cette époque en Europe de l'Est (Allemagne de l'Est en 1953, Pologne et Hongrie en 1956). Sous Khrouchtchev et encore plus sous Brejnev, la direction soviétique basait son soutien populaire sur le développement de la consommation. Dans les années 70, l'Union soviétique était gouvernée par un contrat social tacite. Un emploi sans avoir à travailler trop dur, un coût de la vie stable et un niveau de consommation substantiellement plus élevé que celui de la génération précédente étaient garantis à la population. En échange, on attendait d'elle qu'elle ne se mêle pas de politique, permettant ainsi à la nomenklatura de diriger le pays comme elle le concevait.

Cependant, à la fin des années 70, la situation économique qui servait de base au contrat social brejnévien s'est rapidement détériorée. La concentration unilatérale sur l'industrie lourde pendant l'ère Staline rendit relativement facile pour ses

successeurs d'accroître rapidement la production de biens de consommation en orientant les investissements dans une autre direction. Mais à partir du milieu des années 70, dans le but de maintenir la parité avec l'accroissement de l'armement américain sans réduire le niveau de vie, le régime de Brejnev réduisit le taux des investissements industriels. Vers 1980, du point de vue des critères mondiaux, l'industrie soviétique était relativement plus vétuste que dix ans plus tôt.

Jusqu'à environ 1970, l'Union soviétique avait encore un large réservoir de surplus de main-d'œuvre dans les campagnes. Ainsi, le transfert de jeunes gens des zones rurales vers les industries urbaines ou les mines de Sibérie augmentait en tant que tel le niveau global de la productivité du travail. Néanmoins, pendant les années 70, l'exode continu des fils et des filles de fermiers affaiblissait et déséquilibrait l'économie soviétique. La diminution rapide et le vieillissement de la force de travail dans les fermes collectives et d'Etat sont la raison principale qui explique pourquoi les énormes investissements agricoles de l'ère Brejnev n'ont pas réussi à induire un accroissement comparable des récoltes.

Dans les années 1970, le boum inflationniste des prix du pétrole, du gaz naturel et de l'or sur le marché mondial a constitué pour l'économie soviétique un bonus substantiel. L'afflux des pétrodollars permit au régime de Brejnev de maintenir un niveau relativement élevé d'investissement, de dépenses militaires et de consommation. En particulier, de grandes quantités de céréales destinées à l'alimentation du bétail furent importées pour que les citoyens soviétiques puissent manger davantage de viande.

Pour une part non négligeable, la stabilité dont a joui le régime de Brejnev à l'extérieur avait été obtenue par la guerre révolutionnaire héroïque des Vietnamiens, qui subirent l'assaut de l'impérialisme américain. (Aujourd'hui, les enfants de ces héros peinent, dans une misère indicible, comme travailleurs immigrés en Union soviétique.) L'effondrement du boum du prix mondial du pétrole au début des années 1980 marqua l'effondrement de l'ordre stalinien brejnévien.

Le « colonel rouge » Petrouchenko fait porter la responsabilité de l'accession des intellectuels pro-« marché libre » à des postes influents aux activités pernicieuses de propagandistes occidentaux. Mais la génération de premiers secrétaires du parti représentée par Gorbatchev, Eltsine et Chevardnadze n'a été aucunement séduite par les arguments intellectuels de Milton Friedman ou Friedrich Hayek (qu'ils n'ont certainement jamais lus). La course à l'« économie de marché » était une réponse réactionnaire à l'impasse objective de l'économie soviétique après

six décennies de parasitisme et de mauvaise gestion bureaucratiques au nom de la « construction du socialisme dans un seul pays ».

Les éléments dominants de la bureaucratie et de l'intelligentsia n'ont vu aucune autre alternative à l'accroissement de la productivité et de l'efficacité que le fouet de la concurrence de marché (le fouet d'un autre Béria ne ferait pas l'affaire). L'économiste Nikolai Chmelev, qui fut le premier en 1985 à préconiser ouvertement le chômage comme un moyen d'améliorer la discipline du travail, l'avait dit explicitement : « Je crois qu'aujourd'hui il est clair pour tout le monde que nous devons dans une large mesure le désordre, l'alcoolisme et une production de mauvaise qualité à un plein emploi excessif. Nous devons discuter sans peur et de manière sérieuse de ce que nous pourrions gagner à une armée industrielle de réserve comparativement petite [...]. Un danger réel de perdre votre travail et de toucher des indemnités temporaires ou d'être obligés d'aller travailler là où on vous envoie est un très bon remède à la paresse, l'alcoolisme et l'irresponsabilité » (cité dans Gorbatchev's Economic Plans [1987], Joint Economic Committee du Congrès américain).

Autrefois marié à une des filles de Khrouchtchev, Chmelev parle ici comme membre à part entière de la nomenklatura, pas comme un « dissident » marginal. Aujourd'hui, de telles opinions sont monnaie courante dans toute l'intelligentsia.

Evidemment, les travailleurs soviétiques redoutent la perspective d'une transition vers une « économie de marché ». Les petits entrepreneurs capitalistes rapaces (les « coopérateurs ») et les bureaucrates du parti (la « Sovbour ») qui sont en train de piller tout ce qu'ils peuvent de l'économie collective pour financer leurs entrées dans la nouvelle classe des propriétaires sont la classe de gens la plus haïe et méprisée en URSS aujourd'hui. Un sondage, publié dans le Wall Street Journal (2 janvier), indique que seulement 5% de la population soviétique est d'accord pour que le marché détermine les prix, alors que 75% veut maintenir les contrôles au moins sur certains produits de consommation et les services. Les travailleurs soviétiques veulent désespérément préserver leur emploi, maintenir un coût de la vie stable et ramener la consommation au niveau de l'avant-perestroïka.

Cependant, ils ne veulent pas retourner au commandisme bureaucratique et au contrôle de l'Etat policier de l'ère Brejnev. Le « colonel rouge » Petrouchenko peut bien croire que « Nous, les patriotes, allons maintenant dicter l'orientation de ce pays dans l'avenir », mais ce ne sera pas si facile que ça. Ce ne sont pas seulement les intellectuels qui ont utilisé les libertés créées par la désintégration du vieil ordre stalinien. Pendant l'été 1989, les mineurs de charbon se sont mis en grève dans le Donbass en Ukraine orientale et le Kouzbass en Sibérie et ont de fait pris le contrôle de ces régions.

Depuis lors, il y a eu de nombreuses grèves et actions industrielles, dont beaucoup ont été organisées par les syndicats officiels qui ne sont plus soumis à un étroit contrôle bureaucratique. En décembre dernier, une conférence de 3 000 directeurs d'entreprises réunis à Moscou demandait l'interdiction des grèves pendant trois ans. Si l'armée et la police interviennent pour réprimer des travailleurs en grève et leurs syndicats, les « durs », partisans de « la loi et l'ordre », perdront beaucoup de la sympathie publique qu'ils attirent en réaction au chaos économique et politique qui prévaut actuellement.

Les travailleurs soviétiques doivent comprendre que les intellectuels « démocratiques » comme les colonels « patriotiques » sont des produits de la dégénérescence finale de la bureaucratie stalinienne réactionnaire et parasitaire.

Бюллетень Спартаковцев **SPARTACIST**

**Bulletin
Spartacist n° 1**

En russe
10 francs (56 pages)

Ce qu'est le trotskysme
Retour à la voie de Lénine
et de Trotsky!

Chèques et mandats
à l'ordre de:
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

Из Льюиса Троцкого:
Из Программы: «Положение СССР и задачи переходной эпохи»...52
Что такое СССР и куда он идет? Глава V. «Советский термидор»...56

Снова на путь Ленина и Троцкого!

Spartacist Publishing Co. Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA. Осень 1990 г. Цена: 50 коп.

Dans la tourmente de la perestroïka

La grève des mineurs soviétiques

15 mars - Il y a deux semaines, une grève nationale qui menaçait depuis longtemps a éclaté dans les bassins houillers du Karaganda, en Asie centrale soviétique. Les mineurs du Karaganda ont depuis repris le travail, mais la grève s'est étendue aux mines des bassins clés du Donetsk (Ukraine) et du Kouznetsk (Sibérie occidentale), avec un noyau dur dans les mines de Petchora, dans la région de Vorkouta. Les mineurs demandent des augmentations salariales de 100 à 150 %. Mais ces revendications passent de plus en plus au second plan, quand les dirigeants de la grève appellent bruyamment à la démission de Mikhaïl Gorbatchev et de son gouvernement.

Après six années du programme de « réformes » orientées vers le marché de la perestroïka de Gorbatchev, l'Union soviétique se dirige vers une guerre civile à grande échelle. L'économie est en chute libre ; le gouvernement central est paralysé par le combat avec plusieurs gouvernements de républiques sécessionnistes. Et maintenant, le président démagogue pro-capitaliste de la Fédération de Russie, Boris Eltsine, cite « l'action combative » des mineurs comme une incitation à « déclarer la guerre à la direction du pays ». Il ne parle pas par métaphores.

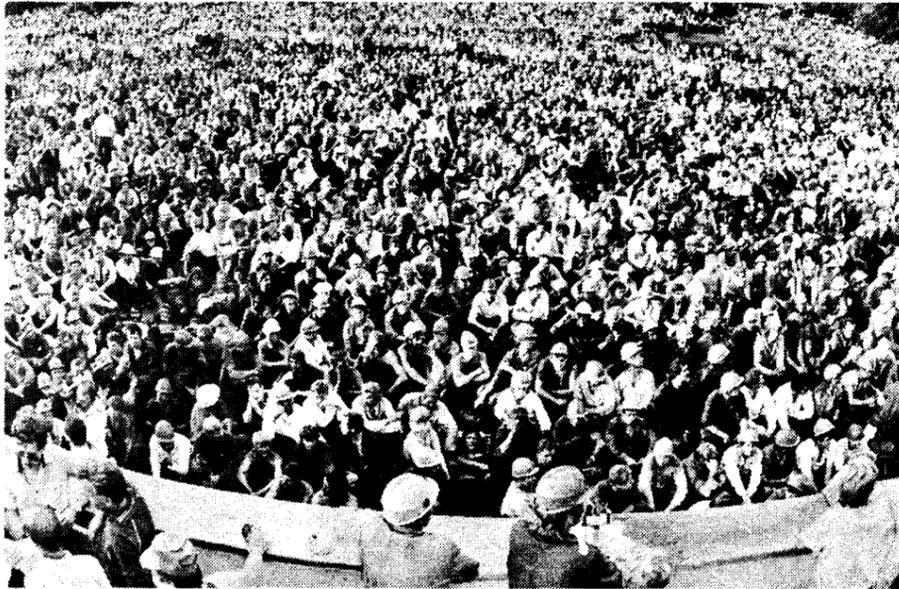
Les dirigeants syndicaux disent que 100 000 travailleurs ont cessé le travail - seulement 8 % des plus de 1,2 million de mineurs de charbon d'URSS, et parmi ceux-ci tous n'avancent pas des revendications politiques. Alors que le gouvernement se prépare à introduire des augmentations de prix massives sur des produits de première nécessité, les travailleurs soviétiques ont de bonnes raisons de protester contre les attaques dirigées contre leur niveau de vie. Cependant, dans l'atmosphère surchauffée qui est aujourd'hui celle de la société soviétique, les travailleurs doivent se défier des dirigeants politiques et « syndicaux » qui se serviraient d'eux comme pions dans une course au pouvoir dangereuse et effrénée à visées contre-révolutionnaires.

Dans le Kouzbass, les dirigeants de la grève font écho à Eltsine en exigeant que le gouvernement se dissolve et remette le pouvoir aux différentes républiques, ce qui constitue fondamentalement un appel au démembrement capitaliste de l'URSS. Un dirigeant des grévistes du Karaganda, Piotr Schlegel, lance : « Bon dieu oui, je suis pour le capitalisme. La première chose que j'ai faite à mon entrée en fonc-

tion dans le syndicat a été d'enlever la photo de Lénine du mur du local. » Et le dirigeant du syndicat des mineurs Pavel Chouchpanov demande une loi établissant la propriété privée, y compris des mines.

Ces gens sont des ennemis acharnés de la classe ouvrière soviétique. Ils cherchent à utiliser les puissants mineurs soviétiques comme un bélier au service de forces ouvertement pro-capitalistes, dont la victoire signifierait la destruction de tous

ouvrier multinational soviétique. Il y a deux ans, nous écrivions : « Avec les grèves des mineurs de juillet 1989, les ouvriers soviétiques ont opéré un retour spectaculaire sur la scène politique, avec une démonstration de la puissance du prolétariat qui a ébranlé les bureaucrates du Kremlin de toutes les cliques et factions, ainsi que les bourgeoisies impérialistes. Sous une direction révolutionnaire, il y a là la force décisive qui, avec les luttes de ses frères et



Mineurs de charbon de Sibérie lors de la grève d'un demi-million de mineurs qui a secoué l'Union soviétique en 1989.

les acquis sociaux qui subsistent : le droit au travail, les logements et la nourriture à bon marché, les soins médicaux gratuits - qui sont ceux des travailleurs soviétiques grâce à l'économie collectivisée.

La réponse à la mauvaise gestion catastrophique de « l'économie de commandement » des staliniens n'est pas le « marché libre » capitaliste avec le chômage et les sans-abri, mais une lutte pour faire revivre et régénérer l'économie collectivisée par une authentique démocratie des soviets. Les travailleurs soviétiques doivent à nouveau devenir les maîtres politiques de la société.

Le syndicat « libre » des mineurs : l'« AFL-CIA » exulte

Des luttes concertées de la classe ouvrière contre les ravages des réformes orientées vers le marché de Gorbatchev peuvent être la clé pour renverser le cours vers la restauration générale du capitalisme et la désintégration de l'Etat

sœurs de classe dans le monde entier, déterminera le sort de l'Union soviétique » (« Les ouvriers soviétiques défient la perestroïka », *Workers Vanguard* n° 483, 4 août 1989).

Mais ce qui manque aujourd'hui en Union soviétique, c'est précisément une direction révolutionnaire. En l'absence d'une telle direction, toutes sortes de sinistres forces politiques ont entrepris de profiter du mécontentement et du désespoir des ouvriers soviétiques.

Le nouveau Syndicat indépendant des mineurs (NPG), qui a appelé aux grèves actuelles, ne revendique que 80 000 adhérents. Il a été formé en octobre dernier, lors d'un congrès qui réunissait des délégués venus de différentes régions minières. Son objectif, aux termes de son projet de déclaration programmatique, est « de défendre les droits et les intérêts des travailleurs [...] dans les conditions d'une économie de marché » et de lutter pour des salaires plus élevés « en accord avec le prix de la capacité de travail sur le marché ». Autrement dit, le NPG accepte le retour à l'exploitation capitaliste, et condamne à l'avance les ouvriers aux salaires que dictera le marché capitaliste.

Une des résolutions proposées lors du congrès appelait à une « conférence internationale des libertés et des droits syndicaux », et invitait notamment l'AFL-CIO, Solidarność et d'autres « syndicats démocratiques », tout en excluant les syndicats officiels soviétiques. Le « syndicat » de Lech Walesa impose aujourd'hui aux travailleurs polonais une austérité brutale, pour le compte du Fonds monétaire international. Ce qu'apportent de tels « syndicats libres », ce n'est pas la prospérité mais les soupes populaires.

Quand la constitution du NPG a été proclamée, le *Bulletin* du département international de l'AFL-CIO a proclamé triomphalement, dans son numéro de novembre 1990 : « Le syndicat des mineurs soviétiques - enfin libre. » Quand ce porte-voix de l'intervention de la CIA

dans le mouvement syndical international se réjouit, les travailleurs soviétiques feraient bien de se méfier. Depuis les lendemains de la Deuxième Guerre mondiale, quand elle brisait les syndicats à direction communiste en Europe de l'Ouest, cette organisation, qui a fomenté des coups d'Etat contre des gouvernements de gauche en Amérique du Sud et mis sur pied des syndicats-maisons en Corée du Sud et dans d'autres dictatures, a bien mérité son sinistre surnom d'« AFL-CIA ».

En fait, la création du NPG a été essentiellement le résultat du putsch d'une petite minorité de délégués dans les dernières heures des quatre jours du congrès, quand un groupe de 130 délégués sur 900 présents « s'est déclaré lui-même », unilatéralement, « conférence de fondation » (*Pravda*, 27 octobre 1990). Saluant cette « manœuvre hardie », le *Bulletin* se réjouissait : « Beaucoup de ceux ayant mené à bien cette opération réussie pour un syndicat libre [...] sont bien connus de l'AFL-CIO. » Comme le *Bulletin* l'a précisé, certains d'entre eux avaient fait partie d'une tournée aux USA en 1990. Ce que le *Bulletin* ne dit pas, c'est que cette tournée était financée par le gouvernement Bush via l'US Information Agency.

John Banovic, secrétaire-trésorier du Syndicat des mineurs d'Amérique (UMW), s'adressant à la tribune du congrès, offrit une « solidarité » sur « leur chemin vers un syndicat indépendant ». Ce que les dirigeants de l'AFL-CIO entendent par « indépendant », c'est indépendant de la lutte de la classe ouvrière. Durant la campagne électorale d'Arnold Miller pour la présidence de ce syndicat au début des années 70, la bureaucratie de l'UMW a poussé ce syndicat, autrefois puissant, dans le giron du gouvernement capitaliste. Dans la dernière décennie, l'UMW a perdu la moitié de ses membres, alors que deux tiers des mineurs de charbon aux USA ne sont pas syndiqués.

Tous les mineurs qui regardent vers le NPG ne sont en aucun cas en faveur d'un retour au capitalisme en Union soviétique. Beaucoup sont simplement défaits quant à la possibilité d'arrêter le déferlement des forces du marché, favorisées par des couches de la bureaucratie, depuis Gorbatchev jusqu'aux échelons inférieurs, et cherchent à défendre leurs propres intérêts sectoriels du mieux qu'ils le peuvent. D'autres nourrissent des illusions comme quoi le marché capitaliste peut être, d'une façon ou d'une autre, « contrôlé » par la classe ouvrière. Et de nombreux autres mineurs restent à l'écart du NPG du fait de son acceptation du marché. Pendant le congrès, le journal *Komsomolskaïa Pravda* (6 novembre 1990) avait interviewé des mineurs dans les puits voisins du Donbass : « Dans les collectifs de mineurs, le mécontentement à l'égard de leurs dirigeants et la déception à l'égard du mouvement en général arrivent à leur paroxysme [...]. S'il y a quelque intérêt dans le congrès, c'est une espèce d'intérêt distant. » Des mineurs leur ont dit : « Nous ne sommes pas prêts pour la privatisation ou un marché dès maintenant [...] ».

Au congrès, beaucoup de délégués se sont montrés ouverts au communisme authentique du trotskysme, quand les représentants de la Ligue communiste internationale argumentaient que le cours restaurateur pouvait être arrêté par

Suite page 10

Les uns comme les autres sont des ennemis et des oppresseurs du prolétariat dans l'intérêt du capitalisme mondial, les « démocrates » du camp de Eltsine d'une façon plus consciente et directe. Il est grand temps que le prolétariat soviétique multinational entre en lice pour sa propre défense contre les forces de la restauration capitaliste et que ce faisant il balaye toutes les ailes de la bureaucratie.

L'héritage effroyable de cette bureaucratie, c'est que les acquis de la révolution d'Octobre, principalement l'économie planifiée collectivisée - qui représente la plus grande victoire du prolétariat dans l'Histoire - soient en ruines. La nomenclatura privilégiée a pillé et miné l'économie soviétique pendant des décennies. Ils préparent maintenant le coup de grâce : les parasites sabotent chaque jour plus ouvertement l'économie de manière à paralyser la résistance ouvrière et pillent

tout ce qu'ils peuvent pour acheter leur place au sommet d'un nouvel ordre d'exploitation impérialiste direct et de domination des peuples soviétiques. Ouvriers soviétiques : chaque position doit être défendue contre la bureaucratie parasitaire et les forces des mafias bourgeoises qui se regroupent.

Les staliniens ont commis des crimes monstrueux, exigé de grands sacrifices des travailleurs soviétiques et raconté des mensonges sans fin, tout cela au nom du « communisme ». Mais dans les batailles de classe à venir, en défense des travailleurs, c'est le programme internationaliste des bolchéviks de Lénine, maintenu et développé par l'Opposition de gauche trotskyste dans les années 1920 et la Quatrième Internationale fondée en 1938 - et aujourd'hui par la Ligue communiste internationale - qui doit montrer la voie.

[A suivre]

Mineurs...

Suite de la page 9

la révolution politique prolétarienne pour restaurer une véritable démocratie soviétique. Une pile de 200 exemplaires du *Bulletin Spartacist* en langue russe (« Qu'est-ce que le trotskysme ? ») a été vendue en vingt minutes; 400 autres exemplaires ont été enlevés en une heure et beaucoup d'autres mineurs ont commandé et payé à l'avance des journaux pour qu'ils leur soient envoyés chez eux.

Tout n'est pas allé comme le voulaient les laquais impérialistes à ce congrès. Une campagne pour enrôler les mineurs soviétiques dans une chasse aux sorcières anticommuniste internationale contre le syndicat national des mineurs britanniques (NUM) et son dirigeant Arthur Scargill a été contrecarrée, et ce dans une large mesure grâce à l'intervention active des représentants de la LCI. Depuis la grève héroïque du NUM de 1984-85 en particulier, les capitalistes n'ont pas arrêté de réclamer à cor et à cri la peau de Scargill parce qu'il avait refusé de courber l'échine devant eux.

Parmi la brochette d'envoyés de la CIA présents au congrès, figurait une délégation du « syndicat des mineurs démocratiques » (UDM) jaune britannique, ainsi que des représentants des fascistes russes de l'« Union nationale des travailleurs ». Les porte-parole de l'UDM ont mené une campagne de grand mensonge orchestrée internationalement comme quoi Scargill aurait « mal utilisé » des fonds versés par le syndicat des mineurs soviétiques. Ayant à l'époque dénoncé Scargill et le NUM pour avoir accepté de l'« or de Moscou », les jaunes de l'UDM appelaient maintenant les mineurs soviétiques à exiger que les contributions soviétiques utilisées pour le soutien aux autres luttes internationales des mineurs soient maintenant remises à l'UDM! Non avertis de ce que l'UDM représentait, les délégués ont tendu l'oreille aux attaques haineuses contre Scargill.

Nos camarades ont engagé des discussions avec de nombreux délégués dans les couloirs de la conférence, expliquant les objectifs de l'UDM et comment celui-ci était une créature du gouvernement Thatcher et des patrons des mines britanniques, constitué pour briser la grève des mineurs de 1984-85 avec le but de détruire le véritable syndicat des mineurs. Des articles de la presse spartaciste, dénonçant la chasse aux sorcières contre Scargill pour ce qu'elle est, ont été distribués aux membres du présidium du congrès et à une commission établie pour

investiguer la question plus à fond. Beaucoup d'ouvriers soviétiques se souviennent encore aujourd'hui de la grève des mineurs britanniques comme d'une lutte héroïque d'ouvriers à l'Ouest, qui refusaient de courber l'échine devant la croisade de guerre froide de Thatcher et de Reagan contre l'Union soviétique.

Les « durs » staliniens en appellent au chauvinisme

Ce qui permet aux partisans de Eltsine et autres forces pro-impérialistes de gagner en influence sur une partie des mineurs et des autres ouvriers soviétiques, c'est la banqueroute complète de toute alternative existante engagée à défendre l'économie planifiée. La Fédéra-

transition vers une économie de marché » (*Guardian* [Londres], 29 octobre 1990).

Une organisation qui prétend parler dans l'intérêt des travailleurs soviétiques et qui est explicitement opposée à l'imposition de l'économie de marché est l'OFT (Front uni des travailleurs). L'OFT est aligné sur les staliniens durs anti-Gorbatchev dans le Parti communiste et est allié aux mouvements interfronts, majoritairement composés de travailleurs russes, polonais et ukrainiens des Républiques baltes qui s'opposent aux gouvernements sécessionnistes pro-capitalistes.

Dans sa charte, l'OFT pose « comme son objectif la mise en pratique de la « Déclaration sur les droits des travailleurs et des peuples exploités » de Lénine »,

ment, admettait l'un d'eux, l'OFT perdrait une grande partie de ses sympathisants patriotiques!

Reforcez le Parti bolchévique!

L'appel des « durs » à un retour à l'ordre et à la stabilité qui régnaient dans la période pré-Gorbatchev, cet appel fait vibrer une corde sensible chez beaucoup d'ouvriers soviétiques. Un vieux mineur du Karaganda, se plaignant qu'il ne peut pas se permettre de partir à la retraite, s'est exclamé: « Regardez, il y a dix ans, il y avait au moins quelque chose à acheter [...]. Je me souviens de la Deuxième Guerre mondiale et même à l'époque la vie était meilleure qu'aujourd'hui. » Mais il n'est plus possible de revenir aux temps de Staline et de Brejnev - la perestroïka de Gorbatchev est l'aboutissement de plus de soixante ans de mauvaise gestion stalinienne.

Il n'est plus possible non plus que les travailleurs soviétiques puissent défendre leurs intérêts sectoriels à travers des revendications purement économiques. Il se peut bien que le premier ministre Pavlov ait dit la vérité quand il déclarait qu'il « voudrait donner aux mineurs ce qu'ils demandent. Mais où prendre » cet argent ? » (*Le Monde*, 7 mars).

Où, vraiment? L'économie soviétique tombe en panne. Les démagogues comme Eltsine prétendent que si chaque région et chaque république est autorisée à emprunter sa propre voie, il y aura de l'or impérialiste à la pelle au bout de l'arc-en-ciel. Un coup d'œil à la Pologne ou à l'ex-RDA devrait chasser cette illusion. Mais avec l'écroulement de l'économie centralisée, il y a un sentiment grandissant en faveur d'une autonomie régionale et d'une autonomie des entreprises comme une mesure d'autodéfense.

Ceci est une impasse. Au moins la moitié de toutes les mines soviétiques fonctionnent à perte. Si elles sont soumises à l'autogestion par entreprise ou par région, les travailleurs seront simplement jetés au rebut. En fait, une des raisons qui explique que les mineurs du Donbass soient restés relativement à l'écart des grèves actuelles est que toutes les mines y ont été mises sous l'administration du gouvernement de la République d'Ukraine en janvier - et celui-ci n'a pas d'argent. Quand, il y a deux ans, les mineurs du Kouzbass revendiquaient « l'indépendance » par rapport à la bureaucratie moscovite coganisée de l'industrie des mines, nous avons mis en garde: « Mais cela ne bénéficiera qu'aux entreprises les plus solides, les plus rentables, et produira de douloureuses inégalités - y compris du chômage - même chez les mineurs du Kouzbass. Il y a une nécessité urgente, dans l'intérêt de toute la classe ouvrière d'une planification centralisée basée sur la démocratie des soviets » (*Supplément au Bolchévik* n°94, août 1989).

Particulièrement dans les conditions actuelles de chaos économique, de désintégration de la bureaucratie stalinienne, et de menace de guerre civile, les syndicats ouvriers ne peuvent se limiter à la défense des salaires et des conditions de vie de ses membres. Si ces syndicats ne luttent pas pour défendre et régénérer l'économie collectivisée, ils tomberont inexorablement dans les mains d'éléments pro-impérialistes.

La seule voie pour éviter la catastrophe qui menace le prolétariat soviétique aujourd'hui, c'est la lutte pour d'authentiques soviets ouvriers, élus démocratiquement, centrés sur le lieu de travail et révocables à tout moment. Pour reconquérir le pouvoir politique, la classe ouvrière soviétique multinationale profondément interpénétrée doit se battre pour un programme internationaliste et être dirigée par un parti bolchévique internationaliste. Ce fut la clé pour la victoire en Octobre 1917, c'est la clé pour la victoire aujourd'hui.

- Traduit de *Workers Vanguard* n° 522

Au congrès des mineurs à Donetsk en octobre dernier (ci-dessous), des centaines d'exemplaires du « Bulletin Spartacist » en russe, qui appelle à la défense de la propriété collectivisée contre la restauration capitaliste, ont été vendus.

Photos Spartacist



tion officielle des syndicats soviétiques a quasiment prononcé sa propre oraison funèbre en octobre dernier, quand le Conseil central des syndicats de toute l'Union a voté sa dissolution en faveur d'une Confédération générale des syndicats, moins centralisée. Le président de la confédération, Vladimir Chtcherbakov, « a décrit sa tâche principale comme étant la défense des intérêts des ouvriers dans la

dénonce « les millionnaires « socialistes » », la « spéculation et l'exploitation sous couvert des coopératives » et appelle au « développement des soviets de délégués d'ouvriers d'entreprises industrielles comme cellules de base du pouvoir soviétique ». Pourtant, un responsable de l'OFT de Novgorod a critiqué Staline, le liquidateur des soviets nés de la Révolution bolchévique, seulement pour n'avoir pas laissé « un système suffisamment souple pour être dirigé par quelqu'un de moindre statut que lui »!

L'OFT aime à professer l'internationalisme prolétarien - quand il dénonce les dirigeants nationalistes des républiques minoritaires. Mais il n'y a pas un seul mot dans sa charte contre le plus insidieux des nationalismes, le chauvinisme grand-russe. Au contraire, la charte se répand en invectives contre le « manque d'âme » et l'« amoralisme », appelle à la lutte contre « la propagation de la pomographie » et insiste à plusieurs reprises sur le fait qu'il faut défendre la « mère-patrie socialiste unie ». Ceci fait écho à la « Russie une et indivisible » des tsaristes.

Quand des représentants spartacistes ont rencontré l'OFT à Moscou, ces bureaucrates staliniens fulminaient contre le « sionisme » comme principal danger menaçant les travailleurs soviétiques. Nos camarades rétorquèrent: que faisait l'OFT pour combattre l'antisémitisme et les fascistes grands-russes de Pamiat? En réponse, les responsables de l'OFT ont défendu les chemises noires de Pamiat comme étant en grande partie des « patriotes soviétiques » bien intentionnés qui cherchaient seulement à combattre la corruption dans la société soviétique. S'ils se mettaient à dénoncer Pamiat ouverte-

ABONNEZ-VOUS!

LE BOLCHEVIK

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe : 40 F (avion 60 F) — Etranger : mandat poste international
Algérie : 30 DA — Maroc : 20 DH — Tunisie : 3 000 m

Nom _____ Tél _____

Adresse _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

POUR CONTACTER LA LTF

Paris

Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél: 42 08 01 49

Rouen

Spartacist
BP 240
76003 Rouen Cedex
Tél: 35 73 74 47

Lyon

Spartacist
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07
Tél: 72 74 96 94

Ouvriers allemands...

Suite de la page 1

de licenciements), et on va vers les quatre millions pour l'été, soit presque la moitié de toute la population active.

L'opinion est rapidement en train de se retourner contre la réunification elle-même. Un sondage d'opinion nous informe que 57% des Allemands de l'Est estiment que « beaucoup » ou la « la plupart » des Allemands de l'Est pensent maintenant qu'il aurait mieux valu ne pas s'unir à l'Allemagne de l'Ouest. Et lorsqu'à la dernière manifestation du lundi, le maire social-démocrate (SPD) de Leipzig a essayé de faire endosser la responsabilité du désordre économique aux ex-dirigeants staliniens du SED (Parti socialiste unifié), il a été hué.

Jusqu'à présent, les manifestations ont été essentiellement organisées par les syndicats dominés par le SPD. Mais les dirigeants de la DGB (Fédération allemande des syndicats) envoyés à l'Est sont souvent considérés comme des intrus colonialistes qui ne montrent aucun intérêt à défendre les travailleurs de l'ex-RDA. L'état d'esprit est à la rage et à la frustration. Les ouvriers veulent lutter — ce qui manque c'est un objectif et une direction clairs.

Selon le *Spiegel*, le taux de chômage à Berlin est proche de celui de la capitale de l'Allemagne en 1932, un an avant que Hitler arrive au pouvoir. Des fascistes ont attaqué des soldats et des installations soviétiques, comme à Neuruppin, dans le Nord. Le danger d'une croissance rapide des bandes nazies est très réel. On assiste à une recrudescence des attaques contre les travailleurs immigrés et contre les demandeurs d'asile; les « étrangers » deviennent des boucs émissaires dans la situation de frustration économique. Des bandes d'extrême droite ont attaqué des Turcs à Rostock, des Vietnamiens à Cottbus et des foyers d'Africains dans l'Etat de Saxe-Anhalt.

Les femmes ont été parmi les plus durement frappées par l'effondrement économique toujours plus profond à l'Est. Avec les immigrés, elles ont été la cible privilégiée des licenciements. Et des mères de famille sont obligées de démissionner parce que les crèches ferment (non « rentables » dans la nouvelle économie de marché capitaliste). Ce qui a eu un effet catastrophique pour le grand nombre de mères célibataires, obligées d'adopter une existence d'assistée après avoir joui d'une indépendance considérable grâce aux logements sociaux, aux services de soins pour les enfants et aux emplois assurés. Dans l'ex-RDA, le pourcentage de femmes au travail était le plus

élevé dans le monde (91% de celles en âge de travailler) et dans leur écrasante majorité elles ne veulent pas être renvoyées à la maison et à ses servitudes.

Le *Frankfurter Allgemeine* (20 mars) rapporte que les nouveaux manifestants de Leipzig « semblent maintenant faire l'expérience d'un Occident qu'ils n'avaient jamais imaginé possible : une société enragée dans laquelle ils se sentent asservis, et qui semble sortir en droite ligne du modèle de l'ennemi de classe. » Avec l'annexion capitaliste de l'Allemagne de l'Est, formellement entérinée le 3 octobre, la contre-révolution a gagné. Cela a été un coup terrible porté à la classe ouvrière dans le monde entier. Mais maintenant que les travailleurs en réalisent les conséquences, des occasions importantes s'ouvrent devant les trotskystes révolutionnaires.

Le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD), section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), a été le seul parti qui a dit « Non ! » à la réunification capitaliste. Le SED/PDS et ses satellites (tels que la Gauche unie et le KPD) ont dit « Jein » (oui et non) à l'*Anschluss* (annexion), bradant les acquis de la RDA, construite par les travailleurs. Ulbricht, l'homme de main de Staline, et son successeur Honecker prétendaient qu'ils pouvaient construire le « socialisme dans une moitié de pays » si seulement vous l'entouriez d'un mur suffisamment haut et le contrôliez avec un nombre suffisant de policiers. Quand tout cela cessa de fonctionner face au pouvoir économique supérieur du plus prospère impérialisme occidental, les bureaucrates du SED ont simplement laissé la boutique aux patrons de l'Ouest.

Face à la catastrophe économique, que faut-il faire maintenant ? A Leipzig, le dirigeant du syndicat de la métallurgie, Steinkühler, a demandé la démission de Kohl et du ministre de l'Economie, Waigel. A Leuna, le dirigeant syndical de la chimie Rappe a mis en avant un programme en quatorze points, dont le cœur est de réécrire le traité d'unification de telle sorte que la Treuhandanstalt préfère donner une compensation aux expropriétaires plutôt que de leur rendre « leurs » usines. Le but supposé est d'accélérer de nouveaux investissements à l'Est. Le SPD veut se servir des « nouveaux Länder » comme d'un tremplin pour étendre le capital allemand plus à l'Est. Et « compensation » se traduit par exiger le paiement de milliards aux ex-patrons du trust IG Farben qui étaient propriétaires des installations de Buna et Leuna et qui du temps des nazis utilisaient le travail forcé. Et même si le gouvernement fédéral a déjà injecté cent milliards de deutschemarks dans l'ex-RDA cette année, les capitalistes n'investissent pas.

pensons que le fait qu'il ait pris le côté du Vietminh contre son propre impérialisme était un acte courageux que nous saluons.

La campagne actuelle des fascistes représente toute la barbarie vomie par cette société. Bas les pattes devant Georges Boudarel ! Plusieurs années après la prise du pouvoir par les nazis, un pasteur allemand avait écrit ces mots, tragiquement prophétiques, que personne n'a le droit d'oublier aujourd'hui : « D'abord, ils s'en sont pris aux communistes, je n'ai pas réagi parce que je n'étais pas communiste. Ensuite, ils s'en sont pris aux homosexuels, je n'ai pas réagi parce que je n'étais pas homosexuel. Ensuite, ils s'en sont pris aux Juifs, je n'ai pas réagi parce que je n'étais pas juif. Quand ils s'en sont pris à moi, je me suis retourné et il n'y avait personne pour réagir. »

Rejoignez-nous, signez l'appel à la manifestation du 13 avril sous les mots d'ordre du front unique :

Stoppons les fascistes !

Bas les pattes devant Georges Boudarel !

Pendant ce temps-là, le PDS appelle à une « démocratisation » de la Treuhandanstalt. C'est un appel à constituer un bloc politique avec les gouvernements SPD et CDU des Länder de l'Est, en leur donnant une voix dans l'administration de l'agence pour la dissolution capitaliste des ex-VEB (« entreprises du peuple »). Il est difficile d'imaginer une proposition réformatrice plus grotesque.

En opposition à ce rêve éveillé de collaboration de classe, le Spartakist-Arbeiterpartei a récemment sorti une affiche et un tract qui lancent l'appel suivant :

- A travail égal, salaire égal tout de suite !
- Arrêtez les licenciements par des occupations d'usines, des grèves de masse, à l'Est et à l'Ouest, maintenant !
- Balayez le gouvernement Kohl et la Treuhandanstalt ! Les usines, que nous avons construites, aux mains des travailleurs !
- Formez des conseils ouvriers ! Pour un gouvernement ouvrier ! La clé : un parti bolchévique comme celui de Lénine et Trotsky !

Confrontés à une catastrophe économique qui menace l'existence même du prolétariat en Allemagne orientale, les luttes des travailleurs sont nécessairement défensives. Cependant, il est plus que nécessaire de lutter. Et la seule manière de combattre le développement rapide du chômage de masse, c'est à travers des actions de lutte de classe, qui dans la situation explosive de l'ex-RDA pourraient créer localement une situation de double pouvoir. La bourgeoisie allemande n'est pas toute puissante : en ce moment, les politiciens de Bonn, les banquiers de Francfort et leurs larbins sociaux-démocrates ont le sentiment qu'ils ont eu les yeux plus gros que le ventre. La prise spectaculaire d'une usine clé pourrait être

un exemple pour les ouvriers dans tout le pays. De telles actions sont fondamentalement politiques, parce que dans la réalité il n'y a pas d'économie est-allemande. En ce qui concerne la bourgeoisie, c'est un gigantesque gouffre à deutschemarks, qui commencent à manquer. La clé est donc d'étendre à l'Ouest toute action ouvrière là où cela fera mal aux capitalistes. Ainsi, pendant la grève des cheminots est-allemands en décembre dernier, un tract du SpAD appelait à l'extension de la grève aux chemins de fer ouest-allemands et reçut un accueil positif au dépôt de Hambourg. Deux équipes des ateliers ont débrayé, et peu de temps après les dirigeants syndicaux appelaient à la reprise du travail, invoquant le danger immédiat d'extension à tout le pays.

Des luttes ouvrières combattives en Allemagne auraient un puissant retentissement international. Pendant que les impérialistes américains menaient dans le Golfe une guerre d'anéantissement contre l'Irak, une guerre dont les cibles ultimes étaient les rivaux impérialistes de Washington, l'Allemagne et le Japon, Bonn se focalisait sur l'Union soviétique. Les dirigeants de l'Etat successeur du régime nazi, qui il y a cinquante ans avait lancé l'Opération Barbarossa contre l'Union soviétique, espèrent accomplir via la pénétration économique de l'impérialisme du deutschemark, ce que les panzers de la Wehrmacht n'avaient pas réussi à faire militairement.

Les ouvriers est-allemands sont en train d'expérimenter la dévastation qu'entraîne la restauration du régime capitaliste. Et des grèves combattives de masse, des occupations d'usines et d'autres actions en défense de la classe ouvrière enverront des ondes de choc dans l'Oural et au-delà.

L'élément clé est de forger un parti léniniste-trotskyiste, internationaliste, pour diriger les luttes ouvrières et défendre tous les opprimés. ■

A propos de l'Afrique du Sud

Le paragraphe de conclusion de l'article en deux parties intitulé « L'Afrique du Sud et la révolution permanente » (*le Bolchévik* n° 107 et n° 108) note que le « développement inégal et combiné de l'Afrique du Sud d'aujourd'hui [présente] des ressemblances frappantes avec la Russie des premières années de ce siècle ». Nous avons souligné que le régime autocratique gouverne en même temps de vastes régions arriérées et une économie urbaine moderne, et aussi que son talon d'Achille est un prolétariat jeune et remuant, de plus en plus conscient de sa puissance. Cependant, il y a un danger à tirer une analogie trop étroite avec la Russie : il y a une différence importante, centrée sur la question nationale et raciale (l'axe de la première partie de l'article).

Dans la « prison des peuples » tsariste, les bolchéviks se firent les champions du combat pour la libération des nations et nationalités opprimées, mais le centre de la lutte révolutionnaire était les ouvriers russes se soulevant contre des maîtres russes. Par contre, en Afrique du Sud, les ouvriers noirs se battent contre un régime basé sur une minorité blanche privilégiée. Ceci rend plus difficile la lutte pour le pouvoir ouvrier. Avec la mentalité de bunker des Afrikaner — une sorte de nationalisme raciste terrifié —, la suprématie blanche, dans son agonie, jouira d'une base sociale et militaire plus large que celle de l'autocratie russe dans ses derniers jours. Et, à cause du poids écrasant de l'oppression nationale, jusqu'à maintenant les allégeances des ouvriers ont été dirigées, avec l'aide du Parti communiste réformiste, vers le natio-

nalisme petit-bourgeois de l'ANC, incapable de surmonter les divisions ethniques et tribales adroitement exploitées par les dirigeants de l'apartheid.

Ceci souligne notre insistance que « la tâche stratégique centrale d'une avant-garde communiste en Afrique du Sud est de dresser la base prolétarienne et plébéienne de l'ANC contre les chefs nationalistes et partisans de la collaboration de classe dans la lutte pour créer des organes de double pouvoir qui constitueront la base d'un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs. » Alors que les réformistes, avec leurs rêves éveillés de « partage du pouvoir », s'opposent aujourd'hui aux luttes du prolétariat noir (comme lors de la grève de Mercedes-Benz à East London), nous mettons en avant le programme de révolution socialiste qui peut unifier Noirs, Métis et Indiens, et le nombre croissant de Blancs qui n'ont pas envie de vivre dans un Etat caserne raciste.

C'est sur le lieu de travail, où est physiquement concentré le prolétariat, que de véritables luttes pour l'unité de classe peuvent être menées. Initialement organisés de manière indépendante de l'ANC, les syndicats noirs ont connu un développement explosif, jusqu'à devenir l'axe central pour la lutte de classe en Afrique du Sud. Mais ils ont depuis été cooptés par le SACP/ANC. La tâche cruciale est de briser la chape de plomb réformiste-nationaliste qui pèse sur la classe ouvrière et de libérer son énorme puissance dans la lutte pour écraser l'apartheid — pour la révolution ouvrière.

-Traduit de Workers Vanguard n° 520

Rouen...

Suite de la page 3

dre les intérêts de la classe ouvrière !

Une telle action doit être basée sur la puissance sociale et la force de la classe ouvrière organisée. Des centaines de milliers de syndicalistes ont participé aux manifestations contre la guerre impérialiste contre l'Irak. Certains ont mené des grèves contre cette guerre. Des mobilisations réunissant ne serait-ce qu'une fraction de ces manifestations pourraient faire rentrer les fascistes dans leur trou — si l'expérience et l'organisation des syndicalistes sont employées à donner à ces nervis, dans le cas où ils oseraient se montrer, la leçon qu'ils méritent.

Le CDDC est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste. Le CDDC a une position sur Georges Boudarel : au-delà de la nécessité urgente de le défendre, nous

للدفاع عن العراق ضد العدوان الامبريالي ! ليغرق بوش وميتران و أمثالهم في الخليج !

بيان العصبة اللتر وتسكينة
الفرع الفرانسي للبعثة (رابعة - أممية)

نشر فيما يلي بيان العصبة اللتروية لفرنسا حول الهجوم الامبريالي - النورمان . لقد تم توزيع هذا البيان امام معمل السيارات " روتو فزان " وكذلك في ابياء " المعاصر " في باريس و في نواحي مسدن روان و ليون و باريس .

منذ 17 جانفي (كانون الثاني) تنشر القوات العسكرية الامبريالية الامارات في العراق، في محاولته لتكريخ الشعب العراقي تحت عشرات الاف الاطنان من القنابل من مختلف الانواع . لقد تم التحطيم لجزء الجزرة ضد شعوب الشرق الاوسط بدقة من طرف محرمي الحرب في البيض الابيض و البنشائون و كذلك قهر الاليزي .

بعد مرور ثلاثين سنة على حرب الجزائر الاممية و كذا الهجوم الثلاثي (فرنسي، بريطاني، اعظمي و السويي)، بين ميتران و اذيان البرجوازية اللترية الاصلانيين حربا امبريالية قذرة، من جديد . لذا من واجب الطبقة العاملة في فرنسا استنكار هذه المحزرة و العمل على ايقافها . لكن التظاهر في الشوارع لا يكفي لانجاز هذه المهمة، فالمطلوب هو تعصبة القوة الاجتماعية للطبقة العاملة .

ان العمال هم الذين يحركون هذا البلاد . كما لهم القدرة على شله . فليستعملوا هذه القدرة الآن . انه من الواجب خوض نضالات عمالية ضد الحرب التي تشنها الامبريالية على العراق . اننا نشادي عمال النقل و عمال الصناعات الحربية و الصناعات المرافقة لها ان يوقفوا تسليم الاخيرة ونقل الجنود . ان اشكال النضالات هذه يجب دعمها باضرابات سياسية تخوضها كل الطبقة العاملة ضد الحرب و ضد حكومة ميتران - روكار .

مكذبا، سار على هذا الدرب، خلال شهر سبتمبر (ايلول) الماضي، بحارة مبياء تولون الذين رفضوا الانحاز في السفن المصادرة من طرف الحكومة . وفي مدينة شامبري، قام عمال اسكندرية لثاني، بإيقاف قطار محمل با لاسلحة، الموجه للخليج . و في تركيا، ردد عمال المناجم المضربين الشعارات الثالسية : لتسقط الحرب ! لتسقط الحكومة المشيرة للحرب !

لا زال ميتران، منذ عشر سنوات، يبيع سياسة معادية للعمال "المهاجرين"، و اليوم يشارك في شن حرب قذرة على بلد عربي، و تحت قناع "مكافحة الارهاب" يعلن حالة حصار حقيقي على كل العمال من اهل مغاربي

يبدل القادة الشيوعيون للحزب الشيوعي الفرنسي (المسندون للحزب - الذي يعتبر عملا حرييا في حد ذاته - ضد العراق) و "اليسار المتطرف" للحلقة ميتران كل جهودهم باسم "النضال ضد الحرب" لربط العمال و الشبيبة بالسياسيين اللبراليين - المزعوم فيهم انهم محبتي السلام و الذين بدورهم يعتبرون ان هذه الحرب لا تتخدم مصالح الامبريالية الفرنسية و لن تحبني منها سوى هزيمة اخرى كما حدث في ديان بيان فو في الفيتنام . اننا نعتبر ان اية هزيمة مخزية لامبريالييتنا في الخليج ستكون نصرا لنا .

ان الامبرياليين هم اعداء الاستغلال الانسانية جمعاء . و نظام الاستغلال الرأسمالي لا ينتج سوى الشقاء و الجوع و العنصرية و الحروب . فاطاحة هذا النظام لن تتم الا عبر المراع الطبقي و الثورة اللتر اكية .

العصبة اللتر وتسكينة لفرنسا 21 جانفي (كانون الثاني) 191 .

* * * * *

يقف، اليوم، القوميون العرب و لاصوليون الامسلاميون في مقدمة النضالات ضد العدو ان على العراق . لكنهم اذا ما استولوا على مقاليد سلطنة سينغليون لا محالة، قد اجما هير الشعبية لتوطيد نظام راسمالي من جديد، كما حدث الامر في ايران الخميني . لكن اذا ما استمرت الحرب، فان العلاقات النضالية المعادية للامبريالية الكامنة في المنطقة ستعرف تطورا كبيرا و ستقتضي مكانية العمل امام القوى الاممية اللبر و ليثارية .

يشكل عمال المستعمرات السابقة للامبريالية الفرنسية جسرا بشريا مع فرنسا حيث يتواجد العمال المغاربيون في القطاعات الصناعية التطبيقية المتعلقة بالصناعة . فالعمال المغاربية تواجدا باعداد وفيرة في مناجم الفحم في اقليم الشمال، و كانوا على رأس الاضرابات لبطولية لعمالها لسيارات في بداية الثمانينات . كم لعبت شبيبة "الجيل الثاني"، التي تواجه الارهاب العنصري و اللبريبي في "الصلاح" (المحجر) الوحيد، دور محركي نضالات تلاميذ الثانوية (الاعداديات) التي هزت فرنسا في الخريف الماضي . ان بناء طبقة تروسكينة على

البحر الابيض المتوسط هي القضية الاستراتيجية لان أزمة اللبر، هي أزمة القيادة اللبر و لثارية .